



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 20 MAI 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 20TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"Calder Construction Company Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mai 1944, constituant en corporation: Samuel Chait, Abraham M. Klein, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux dans toutes sortes de travaux de construction;

Couper du bois et en faire l'exploitation en bois fini et produits de bois;

Faire le commerce de toute sorte de combustible, huile de chauffage, essence, et autres produits similaires;

Acquiescer ou autrement acquiescer, détenir, administrer et améliorer, et disposer, par vente ou autrement, de toutes sortes d'immeubles, sous le nom de "Calder Construction Company Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Letters Patent

"Calder Construction Company Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1944, incorporating: Samuel Chait, Abraham M. Klein, both advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors in all kinds of construction work;

To cut lumber and process it into finished wood and wood products;

To deal in all kinds of fuel, fuel oil, gasoline, and other similar products;

To purchase or otherwise acquire, hold, administer and improve, and to dispose of, by sale or otherwise, of all kinds of real estate, under the name of "Calder Construction Company Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6285 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Cameo Builders Supply Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1944, constituant en corporation: Joseph Cohen, conseil en loi du Roi, Ezra Leithman et John J. Gottlieb, avocats, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, remodeler, changer, réparer, finir des bâtisses de toutes sortes, et généralement exercer le commerce de construction et celui d'entrepreneurs et de tous autres genres et sortes de travaux se rapportant directement ou indirectement aux travaux d'érection et de construction, sous le nom de "Cameo Builders Supply Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuf avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6286 P. FRENETTE.

"Cameo Builders Supply Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1944, incorporating: Joseph Cohen, King's Counsel, Ezra Leithman and John J. Gottlieb, advocates, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, build, remodel, change, repair, finish buildings of all kinds, and to generally carry on the business of building and contractors and all other types and kinds of work connected directly or indirectly with the building and construction business, under the name of "Cameo Builders Supply Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Carole Anne Sportswear Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1944, constituant en corporation: Leo Lobel, vendeur, Albert Louis Stein, avocat, tous deux des cité et district de Montréal, et Samuel Stein, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce de, importer, exporter, en gros et en détail: robes, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes pour enfants, dames et demoiselles; lingerie de toute description pour dames, vêtements et lingerie de toute sorte pour enfants; et faire le commerce de lainages, soieries, cotonnades et toutes autres sortes d'étoffes, garnitures, ornements et tous autres tissus, articles et marchandises employés dans la confection de vêtements pour femmes et enfants, sous le nom de "Carole Anne Sportswear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6287 P. FRENETTE.

"Carole Anne Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1944, incorporating: Leo Lobel, salesman, Albert Louis Stein, advocate, both of the City and District of Montreal, and Samuel Stein, advocate, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: children's, ladies' and misses' dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cotton and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Carole Anne Sportswear Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Club Social des Travailleurs Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1944, constituant en corporation: Joseph Matte, échevin, employé de chemin de fer, Joseph-Louis Côté, restaura-

"Club Social des Travailleurs Inc."

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1944, incorporating: Joseph Matte, alderman, railway employee, Joseph-Louis Côté, restaurant-keeper, and Théodore Gravel, civic employee, all

teur, et Théodore Gravel, employé de la cité, tous trois des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper les actionnaires et ainsi leur permettre de travailler avec plus d'avantage dans l'intérêt des ouvriers et de la classe ouvrière en général, comme de poursuivre plus efficacement la recherche de buts nationaux, patriotes, charitables, scientifiques, administratifs, professionnels, athlétiques, sportifs, récréatifs et autres du même genre;

Dans l'intérêt des ouvriers en général, produire, fabriquer, manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce, tant en gros qu'en détail, des produits alimentaires et vestimentaires; des combustibles; des articles et meubles de ménage; des ameublements d'atelier, de boutique, d'usine et de bureau, des articles de sport; et faire le commerce de restaurateur et de tabacconiste; et faire le commerce de transport et camionnage, sous le nom de "Club Social des Travailleurs Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions communes de cinquante dollars (\$50.00) chacune et deux cents (200) actions privilégiées de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6288 P. FRENETTE.

"Composior Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1944, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, William Patrick Creagh, stagiaire, et Ernest William Mockridge, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et entreprendre, par tout moyen ou manière quelconque et dans toutes ou aucune de leurs spécialités respectives, les commerces, négoce et activités qui consistent à manufacturer, produire, acheter, importer et autrement acquérir et préparer pour l'usage ou pour la vente et ceux qui consistent à transporter, distribuer, vendre, exporter et autrement disposer de, dessiner, modeler, poser, construire, monter, ériger, installer, donner une surface, niveler, frotter, sabler, cirer, nettoyer, gratter, polir, finir, surveiller, entretenir, donner le service, améliorer, traiter et autrement négocier et faire le commerce par aucun moyen ou manière quelconque d'aucun et de toutes sortes et descriptions de planchers, mordants, revêtement de planchers et d'escaliers, murs, enduits muraux, mosaïques, marbres et autres tuiles, céramiques, terrazzo, terra-cotta, comprenant, mais sans limiter la généralité des précédents par aucun moyen ou manière, les linoléums, muroléums, liège, tapis, isolants, caoutchouc, bois durs, matières colorantes, matières servant à rendre imperméable, couleurs, teintures, chaux, pierre à chaux, mortier, gravier, ciment, asphalte, béton, superphosphate de chaux et autres plâtres, peintures, vernis, polis, shellac, mordants, huiles, acides, alcools, plastiques, composés de nettoyage et de dégraissage, détersifs, décapants de peinture, savons, poudres de savon et de lessivage et tous autres articles, substances et choses manufacturés ou produits d'aucun des

three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To group the shareholders and thus permit them to work more advantageously in the interest of workmen and the working class in general, as well as to pursue more efficaciously research into national, patriotic, charitable, scientific, administrative, professional, athletic, sportive, re-creative aims and other aims of a like nature;

In the interest of workmen in general, to produce, manufacture, make, buy, sell and generally deal in, both wholesale and retail, food products and clothing; fuel, household articles and furniture; furnishings for workshops, shops, plants and offices, sporting goods; and to carry on the business of restaurant-keeper and tobacconist; and to carry on the transportation and cartage business, under the name of "Club Social des Travailleurs Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) common shares of fifty dollars (\$50) each and into two hundred (200) preferred shares of twenty-five dollars (\$25) each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6288 Assistant Deputy Attorney General.

"Composior Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1944, incorporating: Herbert William Jackson, manager, William Patrick Creagh, law clerk, and Ernest William Mockridge, bookkeeper, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in, in any way or manner whatsoever and in all or any of their respective branches, the businesses, trades and activities of manufacturing, producing, buying, importing and otherwise acquiring and preparing for use or sale and of transporting, distributing, selling, exporting and otherwise disposing of, designing, modelling, laying, constructing, setting up, erecting, equipping, surfacing, levelling, grinding, sanding, waxing, cleansing, scraping, polishing, finishing, superintending, maintaining, servicing, improving, treating and otherwise trading in and dealing with in any way or manner whatsoever and any and all kinds and descriptions of floors, stains, floor and stair coverings, walls, wall coverings, mosaic, marble and other tiles, ceramics, terrazzo, terra-cotta, including without in any way or manner limiting the generality of the foregoing, linoleums, muroléums, corks, carpets, insulations, rubbers, hardwoods, pigments, waterproofing, colours, dye-stuffs, limes, limestone, mortars, gravels, cements, asphalts, concretes, calcines and other plasters, paints, varnishes, polishes, shellacs, stains, oils, acids, alcohols, plastics, cleansing and degreasing compounds, detergents, paint removers, soaps, soap and scouring powders and all other articles, substances and things manufactured or produced from any of the foregoing, under the name of "Composior Company, Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00),

précédents, sous le nom de "Composfor Company, Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre-vingt-dix (90) actions privilégiées cumulatives à six et demie pourcent (6½%) d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et en quatre mille (4,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui ayant été auparavant à l'emploi de la compagnie étaient actionnaires de la compagnie pendant le temps de cet emploi et qui ont continué de l'être après la cessation d'un tel emploi, n'excédera pas vingt;

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou débetures de la compagnie est prohibé.

Le siège social de la compagnie sera situé en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuf avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6289 P. FRENETTE.

"Comptoir d'Exportation Haïti-Québec Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour d'avril 1944, constituant en corporation: Maurice Coursol, commerçant, René Demers, E.-Charles Martin, J.-Séraphin Viger, employés civils, et Lucien Rodier, avocat, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

L'achat et la vente de comestibles, tels que fruits et légumes, viandes, et conserves, gelées, poissons, breuvages et boissons, noix, cafés et épices, farines, blés, céréales, épicerie, bestiaux et boucheries; l'achat et la vente de bois, métaux, matériaux de construction, machineries, assemblages, bruts ou finis; l'achat et la vente d'objets de quincaillerie, de parfumerie et de pharmacie; l'achat et la vente de matières premières ou d'objets finis servant au vêtement; l'achat et la vente d'instruments chirurgicaux; l'achat et la vente d'accessoires de bureaux, de papiers; l'achat et la vente de meubles; le tout comme exportateurs et importateurs; et le tout sans que la présente énumération ait un sens restrictif, sous le nom de "Comptoir d'Exportation Haïti-Québec Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6290-o P. FRENETTE.

"Croinor Pershing Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier avril 1944, constituant en corporation: René Chênevert, C.R., de la cité de Westmount, Mario Lattoni et Gérard

divided into ninety (90) six and one-half (6½%) per centum cumulative preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each and four thousand (4,000) common shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited.

The head office of the company will be situated at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6289-o Assistant Deputy Attorney General.

"Comptoir d'Exportation Haïti-Québec Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1944, incorporating: Maurice Coursol, trader, René Demers, E.-Charles Martin, J.-Séraphin Viger, civil employees, and Lucien Rodier, advocate, all of the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

The purchase and sale of foodstuffs, such as fruit and vegetables, meat and canned goods, jellies, fish, beverages and drinks, nuts, coffee and spices, flour, wheat, cereals, groceries, cattle and butcher-shops; the purchase and sale of wood, metals, building requisites, machinery, assemblages, whether in raw or finished state; the purchase and sale of hardware, perfume and pharmaceutical supplies; the purchase and sale of raw materials or finished articles used for clothing; the purchase and sale of surgical instruments; the purchase and sale of office supplies, paper; the purchase and sale of furniture; the whole as exporters and importers; and the whole without any restrictive sense as to the present enumeration, under the name of "Comptoir d'Exportation Haïti-Québec Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6290 Assistant Deputy Attorney General.

"Croinor Pershing Mines Limited"
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1944, incorporating: René Chênevert, K.C., of the City of Westmount, Mario Lattoni and Gérard Raymond, all three barristers,

Raymond, tous trois avocats, Philippe Lortie, comptable agréé, les trois derniers de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe et fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Croinor Pershing Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en 3,000,000 d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, le premier avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6291 P. FRENETTE.

"Diamond Watch Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mars 1944, constituant en corporation: Rudolph Pick, marchand, Ida Loeffler Pick, ménagère, épouse séparée de biens dudit Rudolph Pick et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Carl Scharf, agent, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre ou autrement exercer le commerce ou le négoce de montres, mouvements de montres, pièces de montres et bijoux de toute nature et description, sous le nom de "Diamond Watch Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

La compagnie n'offrira aucune action au public. Les actions de la compagnie ne pourront être transférées à moins que et jusqu'à ce qu'un tel transfert ait été unanimement approuvé par le conseil d'administration. Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente et un mars 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6292 P. FRENETTE.

"Émile Lanthier Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf avril 1944, constituant en corporation: Robert Hodge, "stagier", de la ville de St-Laurent, Cora Racicot, comptable, et Fernande Lespérance, sténographe, toutes deux filles majeures, de la cité de Montréal, tous du dis-

Philippe Lortie, chartered accountant, the three latter of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer and spinster, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Croinor Pershing Mines Limited" (No personal liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into 3,000,000 shares of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Amos, in the District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6291-o Assistant Deputy Attorney General.

"Diamond Watch Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1944, incorporating: Rudolph Pick, merchant, Ida Loeffler Pick, housewife, wife separate as to property of the said Rudolph Pick and duly authorized by him for these presents, and Carl Scharf, agent, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, buy, sell or otherwise deal in or with watches, watch movements, watch parts and jewellery of every nature and description, under the name of "Diamond Watch Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The company will not offer any shares to the public. No shares of the company may be transferred unless and until such transfer has been unanimously approved by the Board of Directors. The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1944.

P. FRENETTE,
6292-o Assistant Deputy Attorney General.

"Émile Lanthier Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1944, incorporating: Robert Hodge, stagier, of the Town of St. Laurent, Cora Racicot, accountant, and Fernande Lespérance, stenographer, both spinsters of the full age of majority, of the City of Montreal, all of the District of

trict de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation commerciale d'omnibus, fiacres, fardiens, taxis, autobus, autocar, camions ou autres moyens de transport, publics ou privés, loueurs de chevaux et pourvoyeurs de fourrage, marchands de chevaux et cultivateurs, herbagers et marchands de foin, avoine, blé, paille et fourrage de toutes sortes; exercer tous ou aucun des commerces suivants, transporteurs généraux sur terre, sur l'eau ou dans l'air, agents de chemin de fer et de transport, emmagasineurs et entrepositaires, agents de transfert et de messageries, et tout autre commerce similaire et exercer le commerce qui consiste à opérer des autobus de toutes sortes et des camions, bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, bacs pour chars, dragues, allèges, barges, bateaux et vaisseaux de toute description à tels endroits que la compagnie jugera convenable;

Acheter et vendre en gros et en détail, échanger, réparer ou autrement faire le commerce de véhicules, automobiles, moteurs à gasoline, à vapeur et à l'électricité, camions, taxis, autobus, camions-automobiles, voitures ou autres véhicules mûs par quelque énergie quelconque;

Exercer le commerce de remorquage dans toutes ses spécialités et faire un commerce général de renflouage et de sauvetage, sous le nom de "Émile Lanthier Limited", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuf avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6293 P. FRENETTE.

"Fédération des Oeuvres de Charité de Hull"
"Federated Charities of Hull"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour d'avril 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Massé, vérificateur, Thomas Moncion, voyageur de commerce, Raoul Déziel, fonctionnaire, J. Roy Kelly, gérant, et Daniel Alexander Gasper, surintendant, tous des cité et district de Hull, province de Québec, dans les buts suivants:

Coordonner l'effort des œuvres de bienfaisance;

Procurer aux œuvres de bienfaisance les bienfaits d'une action concertée;

Mettre au service des œuvres de bienfaisance un service technique de consultation pour améliorer leur rendement et leur méthode de travail;

Interpréter auprès du public le travail des œuvres de bienfaisance; le mettre au courant du travail accompli;

Intéresser le public aux œuvres de bienfaisance et lui faire connaître les besoins de la population dans ce domaine;

Être l'intermédiaire entre les œuvres de bienfaisance, les autorités gouvernementales et municipales dans les questions d'assistance et de législation sociale touchant au travail des œuvres de bienfaisance;

Servir d'agent de liaison entre les œuvres de bienfaisance canadiennes et les autres groupements;

Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of omnibus, cab, dray, taxicab, motor bus, auto dray, motor truck or other private or public conveyances, livery and feed stable keepers, horse dealers and farmers, graziers and dealers in hay, oats, corn, straw and fodder of all kinds; to carry on all or any of the following business, general carriers, upon land or water and in the air, railway and forwarding agents, storage and warehousemen, transfer and express agents, and any other similar business and to carry on the business of running motor omnibuses of all kinds and motor trucks, steamships, vessels, tugs, car-ferries, dredges, lighters, barges, boats and water craft of every description at such places as the company may see fit;

To buy and sell by wholesale and retail, exchange, repair or otherwise deal in vehicles, motor cars, gasoline, steam and electric engines, motor trucks, taxicabs, motor busses, motor drays, carriages or other vehicles propelled by any power whatsoever;

To carry on the business of towing in all its branches and to carry on a general wrecking and salvaging business, under the name of "Émile Lanthier Limited", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6293-o Assistant Deputy Attorney General.

"Fédération des Oeuvres de Charité de Hull"
"Federated Charities of Hull"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Massé, auditor, Thomas Moncion, commercial traveller, Raoul Déziel, employee, J. Roy Kelly, manager, and Daniel Alexander Gasper, superintendent, all of the city and district of Hull, Province of Quebec, for the following purposes:

To coordinate the effort of welfare work;

To procure for welfare work the benefits of planned action;

To place at the disposal of welfare works a technical consultation service to improve their success and their methods of working;

To explain to the public the work done by welfare works; and make known the work accomplished;

To interest the public in welfare works and make known to it the needs of the population in this domain;

To be the intermediary between welfare works and governmental and municipal authorities in questions of assistance and social legislation dealing with the work carried on by welfare societies;

To act as liaison officer between Canadian welfare works and other groups;

Généralement protéger les intérêts des œuvres de bienfaisance;

Susciter les œuvres de bienfaisance non existantes jugées nécessaires, sous le nom de "Fédération des Oeuvres de Charité de Hull"—"Federated Charities of Hull".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en la cité de Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6294-o P. FRENETTE.

"Lad Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1944, constituant en corporation: Harold John Letang, administrateur, Orfeo Asconi, constructeur, tous deux des cité et district de Montréal, province de Québec, et Joseph Devaux, bourgeois, de la ville de St-Faustin, district de Terrebonne, dans ladite Province dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'immeubles; préparer des emplacements; construire, reconstruire, modifier, améliorer, renover, réparer, décorer, meubler, gérer, entretenir, consolider, unir ou subdiviser des propriétés; acheter, vendre, échanger, louer, hypothéquer ou autrement faire le commerce de propriétés immobilières, négocier pour l'achat, la vente, l'échange, le bail de, ou l'emprunt sur des propriétés immobilières, et en général faire dans toutes ses spécialités le commerce d'agents d'immeubles; et faire le commerce de matériaux de construction, garniture de maisons, accessoires fixes, machinerie et autres choses utiles, avantageuses ou connexes aux opérations de la compagnie, sous le nom de "Lad Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6295 P. FRENETTE.

"Les Produits de Ciment Sherbrooke Limitée"
"The Sherbrooke Cement Products Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour d'avril 1944, constituant en corporation: Samuel Fabi, Robert Fabi, contracteurs, et Alfred Brault, comptable public, tous trois de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaire comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, négociants en gros et en détail, de toutes sortes de produits et sous-produits dans la composition desquels entrent, en tout ou en partie, du ciment, du sable, du gravier, de la pierre; des produits ou sous-produits de pierre artificielle de toutes sortes, sous le nom de "Les Produits de Ciment Sherbrooke Limitée"—"The Sherbrooke Cement Products Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars

In general to protect the interests of welfare works;

To create welfare works, as deemed necessary, when non-existent, under the name of "Fédération des Oeuvres de Charité de Hull"—"Federated Charities of Hull".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be in the city of Hull, district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6294 Assistant Deputy Attorney General.

"Lad Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1944, incorporating: Harold John Letang, executive, Orfeo Asconi, builder, both of the City and District of Montreal, Province of Quebec, and Joseph Devaux, gentleman, of the Town of St. Faustin, in the District of Terrebonne, said Province, for the following purposes:

To carry on trade and business in real estate; to prepare building sites; to construct, reconstruct, alter, improve, renovate, repair, decorate, furnish, manage, maintain, consolidate, connect or subdivide property; to buy, sell, exchange, lease, hypothecate or otherwise deal in immovable property; to negotiate for the purchase, sale, exchange, lease, or hypothecation on immovable property, and generally carry on the business of real estate agents in all its branches; and to deal in building material, house furnishings, fixtures, machinery and other things useful, profitable or incidental to the operation of the company, under the name of "Lad Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 preferred shares of the par value of \$100.00 each and 100 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6295-o Assistant Deputy Attorney General.

"Les Produits de Ciment Sherbrooke Limitée"
"The Sherbrooke Cement Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1944, incorporating: Samuel Fabi, Robert Fabi, contractors, and Alfred Brault, public accountant, all three of Sherbrooke, district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, importers, exporters of, wholesale and retail dealers in all kinds of products and by-products, in the composition of which there may enter, in whole or in part, cement, sand, gravel, stone; products or by-products of artificial stone of any kind, under the name of "Les Produits de Ciment de Sherbrooke Limitée"—"The Sherbrooke Cement Products Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided

(\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions communes de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6296-o P. FRENETTE.

"Les Produits F. J. B. Limitée"
"F. J. B. Products Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'avril 1944, constituant en corporation: Robert Foisy, Raymond Jobin et Marcellin Barrette, machinistes, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation d'un établissement industriel dans le but d'assembler, de réparer, de fabriquer, de manufacturer, de préparer, de produire, de construire, de transformer, d'usiner, de traiter des métaux, sous le nom de "Les Produits F. J. B. Limitée" "F. J. B. Products Limited", avec un capital-actions divisé en vingt mille (20,000) actions d'une valeur d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux mille dollars (\$2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6297-o P. FRENETTE.

"Louis Gold Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize avril 1944, constituant en corporation: Louis Gold, manufacturier, Goldie Shapiro Gold, bourgeoise, épouse séparée de biens de Louis Gold et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Samuel Stein, avocat, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail: robes, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes pour dames et demoiselles, lingerie de toute description pour dames, vêtements et lingerie de toutes sortes pour enfants; et faire le commerce de lainages, soieries, cotonnades et toutes autres sortes d'étoffes, garnitures, ornements et tous autres tissus, articles et marchandises employés dans la confection de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Louis Gold Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6298 P. FRENETTE.

"Louvicourt Goldfield Corporation"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières

into four hundred and ninety (490) common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Les Produits F. J. B. Limitée"
"F. J. B. Products Limited"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1944, incorporating: Robert Foisy, Raymond Jobin and Marcellin Barrette, machinists, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate an industrial establishment for the purpose of assembling, repairing, making, manufacturing, preparing, producing, constructing, transforming, working, treating metals, under the name of "Les Produits F. J. B. Limitée"—"F. J. B. Products Limited", with a capital stock divided into twenty thousand (20,000) shares of a value of one dollar (\$1) each.

The amount of capital stock with which the company will commence its operations is two thousand dollars (\$2,000).

The head office of the company will be in Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Louis Gold Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1944, incorporating: Louis Gold, manufacturer, Goldie Shapiro Gold, housewife, wife separate as to property from Louis Gold and duly authorized by him for these presents, and Samuel Stein, advocate, all of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: ladies' and misses' dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in wools, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Louis Gold Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Louvicourt Goldfield Corporation"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1944, constituant en corporation: Pierre Beauchemin, industriel, P. Ernest Beauchemin, avocat, et J. Philippe Beaulac, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des mines de Québec (Chap. 196) et sans aucunement restreindre ses pouvoirs généraux;

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Louvicourt Goldfield Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000) divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6299 P. FRENETTE.

patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1944, incorporating: Pierre Beauchemin, industrial, P. Ernest Beauchemin, barrister, and J. Philippe Beaulac, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act (Chapter 196) and without in any way restricting its general powers, the Company may:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Louvicourt Goldfield Corporation" (No personal liability), with a total capital stock of three millions dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6299-o Assistant Deputy Attorney General.

"MacWilliam Investment Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mars 1944, constituant en corporation: Madame Bertha Phillips MacWilliam, veuve, A. Lyell MacWilliam, gérant, et A. Émile Beauvais, comptable agréé, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, conduire et entreprendre, de quelque manière que ce soit, le commerce et les opérations d'une compagnie de portefeuille et de contrôle, sous le nom de "MacWilliam Investment Inc."

Le capital total de la compagnie est divisé en 400 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations, est de \$29,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf mars 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6300 P. FRENETTE.

"MacWilliam Investment Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1944, incorporating: Mrs. Bertha Phillips MacWilliam, widow, A. Lyell MacWilliam, manager, and A. Émile Beauvais, chartered accountant, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company, under the name of "MacWilliam Investment Inc."

The capital stock of the company is divided into 400 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$29,000.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1944.

P. FRENETTE,
6300-o Assistant Deputy Attorney General.

"Mica Products Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze avril 1944, constituant en corporation: William Grant Gilbert, financier, Ernest M. Yale, directeur des ventes, et Thomas Graham McLaurin, ingénieur minier,

"Mica Products Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1944, incorporating: William Grant Gilbert, financier, Ernest M. Yale, sales director, and Thomas Graham McLaurin, mining engineer, all of the

tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Mica Products Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cent cinquante mille dollars (\$150,000) divisé en cent cinquante mille (150,000) actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6301 P. FRENETTE.

"Michael Kean Cie, Limitée"
"Michael Kean Co. Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'avril 1944, constituant en corporation: Michael Kean, entrepreneur général, Lucien Kean, entrepreneur peintre, et Eugène Laramée, menuisier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général pour la construction et réparation de travaux publics ou privés de toutes sortes;

Acheter, vendre, manufacturer, importer et exporter des matériaux de construction de toutes sortes comme principal et agent;

Exercer le commerce d'entrepreneur peintre, d'entrepreneur électricien et d'entrepreneur et constructeur de bâtisses de toutes sortes, sous le nom de "Michael Kean Cie, Limitée"—"Michael Kean Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6302-o P. FRENETTE.

"Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1944, constituant en corporation: Dorothy Helen Pering, Mary Hanley, sténographes, filles majeures usant de leurs droits, et Luigi Pascale, barbier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et négoce de manufacturiers de matériel d'usine, moteurs et autre machinerie,

City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Mica Products Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one hundred and fifty thousand (150,000) shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

Any shareholder of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

✓✓ "Michael Kean Cie, Limitée"
"Michael Kean Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April 1944, incorporating: Michael Kean, general contractor, Lucien Kean, painting contractor, and Eugène Laramée, carpenter, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractor for the construction and repairing of public or private works of every kind;

To purchase, sell, manufacture, import and export building materials of every kind, both as principal and agent;

To carry on business as painting contractor, electrical contractor and of contractor for and builder of all kinds of buildings, under the name of "Michael Kean Cie, Limitée"—"Michael Kean Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

✓ "Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1944, incorporating: Dorothy Helen Pering, Mary Hanley, stenographers, filles majeures usant de leurs droits, and Luigi Pascale, barber, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and dealers in and manufacturers of plants, engines and other ma-

fabricants d'outils, fondeurs de cuivre, ouvriers en métaux, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, machinistes, ouvriers dans la transformation du fer et de l'acier, forgerons, appareilleurs à gaz et à vapeur, charpentiers, constructeurs, peintres, fabricants de gaz, voituriers et marchands; acheter, vendre, manufacturer, réparer, transformer, modifier, louer ou arrenter et faire le commerce de machinerie, instruments, matériel roulant et quincaillerie de toute sorte, sous le nom de "Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en vingt mille (20,000) actions ordinaires d'un dollar (\$1) chacune.

Le nombre d'actionnaires sera limité à vingt.

Tout appel au public pour souscrire aux actions est interdit.

Le siège social de la compagnie sera situé au numéro civique 299, rue Colborne, dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6303 P. FRENETTE.

"Shulman Cartage Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1944, constituant en corporation: Harry Shulman, Aaron Shulman et Jacob Shulman, charretiers, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de charretiers, voituriers et entrepositaires sous toutes ses formes, sous le nom de "Shulman Cartage Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6304 P. FRENETTE.

"The Chudnover Ladies' Society of Montreal, Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre avril 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Etta Orenbonch, épouse séparée de biens de Harry Yuck, tailleur, Dame Tillie Ganser, épouse séparée de biens de Hymie Fleisher, boucher, Dame Sarah Yuck, épouse séparée de biens de Joe Dankner, tailleur, Dame Polly Barbarash, épouse séparée de biens de Louis Britton, coupeur, Dame Rachel Schneider, épouse séparée de biens de Jack Socolove, tailleur, toutes autorisées par leurs dits époux aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, entretenir et conduire un club pour la commodité de ses membres et leurs amis, leur procurer un local et autres commodités, et en général procurer aux membres et à leurs amis les

chinery, tool-makers, brass founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, iron and steel converters, smiths, steam and gas fitters, wood-workers, builders, painters, gas makers, carriers and merchants; to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds, under the name of "Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) common shares of one dollar (\$1.00) each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

No appeal shall be made to the public for subscriptions of shares.

The head office of the company will be located at civic No. 299 Colborne Street, in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6303-o Assistant Deputy Attorney General.

"Shulman Cartage Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1944, incorporating: Harry Shulman, Aaron Shulman and Jacob Shulman, carters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of carriers, conveyors and warehousing under every form, under the name of "Shulman Cartage Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6304-o Assistant Deputy Attorney General.

"The Chudnover Ladies' Society of Montreal, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Etta Orenbonch, wife separate as to property of Harry Yuck, tailor, Dame Tillie Ganser, wife separate as to property of Hymie Fleisher, butcher, Dame Sarah Yuck, wife separate as to property of Joe Dankner, tailor, Dame Polly Barbarash, wife separate as to property of Louis Britton, cutter, Dame Rachel Schneider, wife separate as to property of Jack Socolove, tailor, all authorized by their said husbands for the purposes of these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of its members and their friends, and to provide a club house and other conveniences, and generally to afford to mem-

privileges, avantages, commodités et accommodation ordinaires d'un club, et encourager les relations sociales entre ses membres, sous le nom de "The Chudnover Ladies' Society of Montreal, Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas le jeu, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et la présente corporation n'aura pas le droit d'obtenir et détenir un permis de club de la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatre avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6305 P. FRENETTE.

"The Kénogami Athletic and Playgrounds Association"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Lewis Simcox, George Joseph Speagle, comptables, Horace Herman Sears, chimiste, Louis Henri Lévesque, pharmacien, et Joseph Adélard Jean, épiciers, tous de Kénogami, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser, encourager et exercer des activités sportives dans la ville de Kénogami pour le bénéfice des citoyens de la ville, sous le nom de "The Kénogami Athletic and Playgrounds Association".

Les pouvoirs accordés ne permettront pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard ni les jeux mixtes de hasard et d'habileté et la corporation n'aura pas le pouvoir d'obtenir ni de détenir aucun permis de club de la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars (\$100,000).

Le siège social de la corporation sera au "Staff House", Kénogami, district de Chicoutimi, P.Q.

Daté du bureau du procureur général, ce six avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6306 P. FRENETTE.

"Tiger Brand Cap Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1944, constituant en corporation: Lewis A. Gomborg, marchand, Thomas Michael Tansey et Samuel Moskovitch, avocats, tous des cités et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les opérations qui consistent à fabriquer, produire, acheter, vendre, soit comme grossistes ou détaillants, trafiquants de chapeaux, casquettes et coiffures pour hommes et garçons, sous le nom de "Tiger Brand Cap Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

bers and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club, and to promote social intercourse among its members, under the name of "The Chudnover Ladies' Society of Montreal, Inc."

The powers granted shall not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed, and the present corporation shall not be empowered to obtain and hold any club licence from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6305-o Assistant Deputy Attorney General.

"The Kénogami Athletic and Playgrounds Association"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Lewis Simcox, George Joseph Speagle, accountants, Horace Herman Sears, chemist, Louis Henri Lévesque, druggist, and Joseph Adélard Jean, grocer, all of Kénogami, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To organize, promote and operate sporting activities in the Town of Kénogami, for the benefit of the citizens of the Town, under the name of "The Kénogami Athletic and Playgrounds Association".

The powers granted will not permit gambling games, games of chance nor games of chance and skill mixed and the corporation will not be empowered to obtain nor hold any club license from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000.00).

The head office of the corporation will be at the Staff House, Kénogami, in the District of Chicoutimi, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6306-o Assistant Deputy Attorney General.

"Tiger Brand Cap Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1944, incorporating: Lewis A. Gomborg, merchant, Thomas Michael Tansey and Samuel Moskovitch, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, either as wholesalers or retailers, jobbers in men's and boys' hats, caps and headwear, under the name of "Tiger Brand Cap Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Chambre 710, 1030 rue St-Alexandre, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6307 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 1030 St. Alexander St., Room 710, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6307-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Toronto Jobbing Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huit avril 1944, à la compagnie "Toronto Jobbing Company Limited", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$20,000 à \$99,000, par la création de 790 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huit avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6308 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

"Toronto Jobbing Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of April, 1944, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Toronto Jobbing Company Limited", ratifying a by-law increasing its capital from \$20,000.00 to \$99,000.00, by the creation of 790 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6308-o Assistant Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, District de Chicoutimi.

MUNICIPALITÉ DU CANTON BÉGIN

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du cinq mai 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale du canton Bégin, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil du canton Bégin, à canton Bégin, le SEPT JUIN 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées de l'année 1943 et des années antérieures, auront été payés avant le moment de la vente.

1. Henri Dufour.—Le lot 2, rang 2.
2. Joseph Neron.—Le lot 8, rang 2.
3. Ludger Desbiens.—Le lot 27, rang 1.
4. Alphonse Perron.—La demie nord du lot 28, rang 1.
5. Ulysse Tremblay.—Partie du lot 33-B, rang 2, mesurant environ 100 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, borné au nord et à l'ouest, par le lot 33, rang 2, au sud, par le lot 33-A, rang 2, et à l'est par le chemin public.
6. Edmond Truchon.—Le lot 33, rang 4.
7. Gérard Boily.—Le lot 47, rang 3.
8. Gérard Boily.—Le lot 48, rang 3.
9. Charles Blackburn.—Le lot 34, rang 5.
10. Adjutor Duchesne.—Le lot 45, rang 5.
11. Adjutor Duchesne.—Le lot 46, rang 5.
12. Joseph Gagnon.—Partie du lot 41-A, rang 4, mesurant 4 arpents carrés, environ, borné au nord par le lot 41, rang 5, à l'ouest par le lot 42, rang 4, au sud par le lot 41, rang 3, et à l'est par le lot 39, rang 4.

Tous ces lots et parties de lots sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec, District of Chicoutimi.

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP BÉGIN

Public notice is hereby given, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the fifth of May, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immovables herein-after designated, in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the Township Bégin, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction, in the council hall of the Township Bégin, on the SEVENTH day of JUNE 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale the immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes for the year 1943 and previous years, shall have been paid before the sale.

1. Henri Dufour.—Lot 2, Range 2.
2. Joseph Neron.—Lot 8, Range 2.
3. Ludger Desbiens.—Lot 27, Range 1.
4. Alphonse Perron.—The North half of lot 28, Range 1.
5. Ulysse Tremblay.—Part of lot 33-B, Range 2, measuring about 100 feet in width by 100 feet in depth, bounded on the North and West by lot 33, Range 2, on the South by lot 33-A, Range 2, and on the East by the public road.
6. Edmond Truchon.—Lot 33, Range 4.
7. Gérard Boily.—Lot 47, Range 3.
8. Gérard Boily.—Lot 48, Range 3.
9. Charles Blackburn.—Lot 34, Range 5.
10. Adjutor Duchesne.—Lot 45, Range 5.
11. Adjutor Duchesne.—Lot 46, Range 5.
12. Joseph Gagnon.—Part of lot 41-A, Range 4, measuring about 4 square arpents, bounded on the North by lot 41, Range 5, on the West by lot 42, Range 4, on the South by lot 41, Range 3, and on the East by lot 39, Range 4.

All the said lots and parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and in the book

Bégin et seront vendus avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Canton Bégin, ce huitième jour de mai 1944.

Le secrétaire-trésorier,
ROMÉO LÉVESQUE. 6259-19-2

VILLE DE QUÉBEC-ouest

Avis public est, par les présentes, donné que La Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 10 mai 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de La Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville de Québec-Ouest et à la municipalité scolaire de la ville de Québec-Ouest, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public au deuxième étage de l'hôtel de ville, en la ville de Québec-Ouest, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JUIN 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er juillet 1943 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente de l'immeuble décrit dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de La Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas \$1,000.00 (mille dollars).

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLE SUJET AU DROIT DE RETRAIT

Nom et subdivision:

1. Napoléon Roy—299.
La subdivision ci-dessus est du lot originaire numéro 2431.

La subdivision ci-dessus décrite au numéro 1 est avec bâtisses, circonstances et dépendances.

DEUXIÈME SECTION

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de La Commission municipale de Québec, l'adjudication des immeubles ci-dessous désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

2. Frontenac Realty Company, Limited—82
3. Frontenac Realty Company, Limited—158
4. Frontenac Realty Company, Limited—234
5. Frontenac Realty Company, Limited—310
6. Frontenac Realty Company, Limited—354
7. Frontenac Realty Company, Limited—366
8. Frontenac Realty Company, Limited—392
9. Frontenac Realty Company, Limited—442
10. Frontenac Realty Company, Limited—443
11. Frontenac Realty Company, Limited—468
12. Frontenac Realty Company, Limited—493
13. Mme J. P. Boutet—494

of reference for the Township Bégin and will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The payments not yet due for municipal consolidated taxes will be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at the Township Bégin, this eighth day of May, 1944.

ROMÉO LÉVESQUE,
Secretary-Treasurer. 6259-19-2

TOWN OF QUEBEC-WEST

Public notice is hereby given, that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated May 10th, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for payment of taxes due to the Town of Quebec-West and to the school municipality of the Town of Quebec-West, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction, in the second story of the Town-Hall, in the Town of Quebec-West, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables upon which the taxes due on or before July 1st, 1943, shall have been paid before the time of the sale.

The sale of the immovable described in the first section of the present notice will be made subject to right of redemption.

That of the immovables described in the second section will be final and without right of redemption, pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding \$1000. (one thousand dollars).

FIRST SECTION

IMMOVABLE SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

Name and subdivision:

1. Napoléon Roy—299.
The above subdivision is of original lot number 2431.

The subdivision hereinabove described in number 1 is with buildings, circumstances and dependencies.

SECOND SECTION

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

Pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the adjudication of the immovables hereinbelow designated is final and cannot be subject to right of redemption, the said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

2. Frontenac Realty Company, Limited—82
3. Frontenac Realty Company, Limited—158
4. Frontenac Realty Company, Limited—234
5. Frontenac Realty Company, Limited—310
6. Frontenac Realty Company, Limited—354
7. Frontenac Realty Company, Limited—366
8. Frontenac Realty Company, Limited—392
9. Frontenac Realty Company, Limited—442
10. Frontenac Realty Company, Limited—443
11. Frontenac Realty Company, Limited—468
12. Frontenac Realty Company, Limited—493
13. Mrs. J. P. Boutet—494

14. Frontenac Realty Company, Limited—518
15. Frontenac Realty Company, Limited—519
16. Frontenac Realty Company, Limited—544
17. Frontenac Realty Company, Limited—569
18. Frontenac Realty Company, Limited—594
19. Frontenac Realty Company, Limited—595

A distraire une largeur de 15 pieds par une longueur de 350 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

20. Frontenac Realty Company, Limited—620

A distraire une largeur de 50 pieds sur une longueur de 350 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

21. Frontenac Realty Company, Limited—645

A distraire une largeur de 15 pieds sur une longueur de 350 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

22. Frontenac Realty Company, Limited—670
23. Frontenac Realty Company, Limited—671
24. Frontenac Realty Company, Limited—696
25. Frontenac Realty Company, Limited—721
26. Frontenac Realty Company, Limited—746
27. Frontenac Realty Company, Limited—747
28. Frontenac Realty Company, Limited—774
29. Frontenac Realty Company, Limited—775
30. Frontenac Realty Company, Limited—801
31. Frontenac Realty Company, Limited—825

Les trente subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2439.

32. Frontenac Realty Company, Limited—63
33. Frontenac Realty Company, Limited—114
34. Frontenac Realty Company, Limited—165
35. Frontenac Realty Company, Limited—216
36. Frontenac Realty Company, Limited—246
37. Frontenac Realty Company, Limited—254
38. Frontenac Realty Company, Limited—280
39. Frontenac Realty Company, Limited—305
40. Frontenac Realty Company, Limited—306
41. Frontenac Realty Company, Limited—331
42. Mme J. P. Boutet—332
43. Frontenac Realty Company, Limited—356
44. Frontenac Realty Company, Limited—357
45. Frontenac Realty Company, Limited—382
46. Frontenac Realty Company, Limited—407
47. Frontenac Realty Company, Limited—432

A distraire une largeur de 50 pieds sur une longueur de 350 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

48. Frontenac Realty Company, Limited—457

A distraire une largeur de 15 pieds sur une longueur de 350 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

49. Frontenac Realty Company, Limited—475

A distraire une largeur de 50 pieds sur une longueur de 193 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

50. Frontenac Realty Company, Limited—492

A distraire une largeur de 7½ pieds sur une longueur de 217 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

51. Frontenac Realty Company, Limited—493
52. Frontenac Realty Company, Limited—518
53. Frontenac Realty Company, Limited—543
54. Frontenac Realty Company, Limited—568
55. Frontenac Realty Company, Limited—593
56. Frontenac Realty Company, Limited—594
57. Frontenac Realty Company, Limited—618
58. Frontenac Realty Company, Limited—619
59. Frontenac Realty Company, Limited—642
60. Frontenac Realty Company, Limited—664
61. Frontenac Realty Company, Limited—665
62. Frontenac Realty Company, Limited—686
63. Frontenac Realty Company, Limited—687

Les trente-deux subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2436.

64. Van Dyke Land Co. Reg'd—894

La subdivision ci-dessus est du lot originaire numéro 2431.

65. Nor-Mount Realty Company, Limited—19
66. Nor-Mount Realty Company, Limited—46
67. Nor-Mount Realty Company, Limited—73
68. Nor-Mount Realty Company, Limited—100
69. Nor-Mount Realty Company, Limited—127
70. Nor-Mount Realty Company, Limited—154
71. Nor-Mount Realty Company, Limited—181
72. Nor-Mount Realty Company, Limited—193
73. Nor-Mount Realty Company, Limited—199
74. Nor-Mount Realty Company, Limited—206
75. Nor-Mount Realty Company, Limited—218
76. Nor-Mount Realty Company, Limited—245
77. Nor-Mount Realty Company, Limited—272
78. Nor-Mount Realty Company, Limited—299
79. Nor-Mount Realty Company, Limited—326
80. Nor-Mount Realty Company, Limited—353

14. Frontenac Realty Company, Limited—518
15. Frontenac Realty Company, Limited—519
16. Frontenac Realty Company, Limited—544
17. Frontenac Realty Company, Limited—569
18. Frontenac Realty Company, Limited—594
19. Frontenac Realty Company, Limited—595

To be deducted a width of 15 feet by a length of 350 feet, belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

20. Frontenac Realty Company, Limited—620

To be deducted a width of 50 feet by a length of 350 feet belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

21. Frontenac Realty Company, Limited—645

To be deducted, a width of 15 feet by a length of 350 feet belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

22. Frontenac Realty Company, Limited—670
23. Frontenac Realty Company, Limited—671
24. Frontenac Realty Company, Limited—696
25. Frontenac Realty Company, Limited—721
26. Frontenac Realty Company, Limited—746
27. Frontenac Realty Company, Limited—747
28. Frontenac Realty Company, Limited—774
29. Frontenac Realty Company, Limited—775
30. Frontenac Realty Company, Limited—801
31. Frontenac Realty Company, Limited—825

The above thirty subdivisions are all of original lot number 2439.

32. Frontenac Realty Company, Limited—63
33. Frontenac Realty Company, Limited—114
34. Frontenac Realty Company, Limited—165
35. Frontenac Realty Company, Limited—216
36. Frontenac Realty Company, Limited—246
37. Frontenac Realty Company, Limited—254
38. Frontenac Realty Company, Limited—280
39. Frontenac Realty Company, Limited—305
40. Frontenac Realty Company, Limited—306
41. Frontenac Realty Company, Limited—331
42. Mrs. J. P. Boutet—332
43. Frontenac Realty Company, Limited—356
44. Frontenac Realty Company, Limited—357
45. Frontenac Realty Company, Limited—382
46. Frontenac Realty Company, Limited—407
47. Frontenac Realty Company, Limited—432

To be deducted, a width of 50 feet by a length of 350 feet, belonging to Shawinigan Water & Power Company.

48. Frontenac Realty Company, Limited—457

To be deducted a width of 15 feet by a length of 350 feet, belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

49. Frontenac Realty Company, Limited—475

To be deducted a width of 50 feet by a length of 193 feet, belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

50. Frontenac Realty Company, Limited—492

To be deducted a width of 7½ feet by a length of 217 feet, belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

51. Frontenac Realty Company, Limited—493
52. Frontenac Realty Company, Limited—518
53. Frontenac Realty Company, Limited—543
54. Frontenac Realty Company, Limited—568
55. Frontenac Realty Company, Limited—593
56. Frontenac Realty Company, Limited—594
57. Frontenac Realty Company, Limited—618
58. Frontenac Realty Company, Limited—619
59. Frontenac Realty Company, Limited—642
60. Frontenac Realty Company, Limited—664
61. Frontenac Realty Company, Limited—665
62. Frontenac Realty Company, Limited—686
63. Frontenac Realty Company, Limited—687

The above thirty-two subdivisions are all of original lot number 2436.

64. Van Dyke Land Co. Reg'd—894

The above subdivision is of original lot number 2431.

65. Nor-Mount Realty Company, Limited—19
66. Nor-Mount Realty Company, Limited—46
67. Nor-Mount Realty Company, Limited—73
68. Nor-Mount Realty Company, Limited—100
69. Nor-Mount Realty Company, Limited—127
70. Nor-Mount Realty Company, Limited—154
71. Nor-Mount Realty Company, Limited—181
72. Nor-Mount Realty Company, Limited—193
73. Nor-Mount Realty Company, Limited—199
74. Nor-Mount Realty Company, Limited—206
75. Nor-Mount Realty Company, Limited—218
76. Nor-Mount Realty Company, Limited—245
77. Nor-Mount Realty Company, Limited—272
78. Nor-Mount Realty Company, Limited—299
79. Nor-Mount Realty Company, Limited—326
80. Nor-Mount Realty Company, Limited—353

81. Nor-Mount Realty Company, Limited—380
82. Nor-Mount Realty Company, Limited—405
83. Nor-Mount Realty Company, Limited—423
84. Nor-Mount Realty Company, Limited—424

A distraire une largeur de 33 pieds sur une longueur de 1065 pieds appartenant à la Cité de Québec, étant le lot N° 424-1.

85. Nor-Mount Realty Company, Limited—444
86. Nor-Mount Realty Company, Limited—445
87. Nor-Mount Realty Company, Limited—465
88. Nor-Mount Realty Company, Limited—485
89. Nor-Mount Realty Company, Limited—511
90. Nor-Mount Realty Company, Limited—538
91. Nor-Mount Realty Company, Limited—565
92. Nor-Mount Realty Company, Limited—592
93. Nor-Mount Realty Company, Limited—673
94. Nor-Mount Realty Company, Limited—700
95. Nor-Mount Realty Company, Limited—727
96. Nor-Mount Realty Company, Limited—754
97. Nor-Mount Realty Company, Limited—781
98. Nor-Mount Realty Company, Limited—808
99. Nor-Mount Realty Company, Limited—835
100. Nor-Mount Realty Company, Limited—862
101. Nor-Mount Realty Company, Limited—889
102. Nor-Mount Realty Company, Limited—916
103. Nor-Mount Realty Company, Limited—943
104. Nor-Mount Realty Company, Limited—970
105. Nor-Mount Realty Company, Limited—997
106. Nor-Mount Realty Company, Limited—1024
107. Nor-Mount Realty Company, Limited—1051

A distraire une largeur de 30 pieds sur une longueur de 350 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

Les quarante-trois subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2424.

108. Nor-Mount Realty Company, Limited—1
109. Nor-Mount Realty Company, Limited—12
110. Nor-Mount Realty Company, Limited—28
111. Nor-Mount Realty Company, Limited—49
112. Nor-Mount Realty Company, Limited—76
113. Nor-Mount Realty Company, Limited—105
114. Léon Bergeron—111
115. Nor-Mount Realty Company, Limited—113
116. Nor-Mount Realty Company, Limited—130
117. Nor-Mount Realty Company, Limited—165
118. Nor-Mount Realty Company, Limited—200
119. Nor-Mount Realty Company, Limited—235
120. Nor-Mount Realty Company, Limited—270
121. Nor-Mount Realty Company, Limited—305
122. Nor-Mount Realty Company, Limited—340
123. Nor-Mount Realty Company, Limited—375
124. Nor-Mount Realty Company, Limited—410
125. Nor-Mount Realty Company, Limited—445
126. Nor-Mount Realty Company, Limited—480
127. Nor-Mount Realty Company, Limited—515
128. Nor-Mount Realty Company, Limited—550
129. Nor-Mount Realty Company, Limited—583
130. Nor-Mount Realty Company, Limited—610
131. Nor-Mount Realty Company, Limited—637
132. Nor-Mount Realty Company, Limited—639

A distraire une largeur de 67 pieds sur une longueur de 371 pieds et 9 pouces appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

A distraire également une largeur de 33 pieds sur une longueur de 1433 pieds appartenant à la Cité de Québec, étant le lot N° 2421-639-1.

133. Nor-Mount Realty Company, Limited—638
134. Nor-Mount Realty Company, Limited—667
135. Nor-Mount Realty Company, Limited—668
136. Nor-Mount Realty Company, Limited—754
137. Nor-Mount Realty Company, Limited—787
138. Nor-Mount Realty Company, Limited—822
139. Nor-Mount Realty Company, Limited—857
140. Nor-Mount Realty Company, Limited—892
141. Nor-Mount Realty Company, Limited—927
142. Nor-Mount Realty Company, Limited—962
143. Nor-Mount Realty Company, Limited—997
144. Nor-Mount Realty Company, Limited—1032
145. Nor-Mount Realty Company, Limited—1067
146. Nor-Mount Realty Company, Limited—1102
147. Nor-Mount Realty Company, Limited—1137
148. Nor-Mount Realty Company, Limited—1172
149. Nor-Mount Realty Company, Limited—1207
150. Nor-Mount Realty Company, Limited—1230

A distraire une largeur de 66 pieds sur une longueur de 350 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

A distraire également une largeur de 33 pieds sur une longueur de 203 pieds appartenant à la Cité de Québec, étant le lot N° 2421-1230-A.

151. Nor-Mount Realty Company, Limited—1231

A distraire une largeur de 30 pieds sur une longueur de 350 pieds appartenant à The Shawinigan Water & Power Company.

81. Nor-Mount Realty Company, Limited—380
82. Nor-Mount Realty Company, Limited—405
83. Nor-Mount Realty Company, Limited—423
84. Nor-Mount Realty Company, Limited—424

To be deducted, a width of 33 feet by a length of 1065 feet, belonging to the City of Quebec, being lot No. 424-1.

85. Nor-Mount Realty Company, Limited—444
86. Nor-Mount Realty Company, Limited—445
87. Nor-Mount Realty Company, Limited—465
88. Nor-Mount Realty Company, Limited—485
89. Nor-Mount Realty Company, Limited—511
90. Nor-Mount Realty Company, Limited—538
91. Nor-Mount Realty Company, Limited—565
92. Nor-Mount Realty Company, Limited—592
93. Nor-Mount Realty Company, Limited—673
94. Nor-Mount Realty Company, Limited—700
95. Nor-Mount Realty Company, Limited—727
96. Nor-Mount Realty Company, Limited—754
97. Nor-Mount Realty Company, Limited—781
98. Nor-Mount Realty Company, Limited—808
99. Nor-Mount Realty Company, Limited—835
100. Nor-Mount Realty Company, Limited—862
101. Nor-Mount Realty Company, Limited—889
102. Nor-Mount Realty Company, Limited—916
103. Nor-Mount Realty Company, Limited—943
104. Nor-Mount Realty Company, Limited—970
105. Nor-Mount Realty Company, Limited—997
106. Nor-Mount Realty Company, Limited—1024
107. Nor-Mount Realty Company, Limited—1051

To be deducted, a width of 30 feet by a length of 350 feet, belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

The above forty-three subdivisions are all of original lot number 2424.

108. Nor-Mount Realty Company, Limited—1
109. Nor-Mount Realty Company, Limited—12
110. Nor-Mount Realty Company, Limited—28
111. Nor-Mount Realty Company, Limited—49
112. Nor-Mount Realty Company, Limited—76
113. Nor-Mount Realty Company, Limited—105
114. Léon Bergeron—111
115. Nor-Mount Realty Company, Limited—113
116. Nor-Mount Realty Company, Limited—130
117. Nor-Mount Realty Company, Limited—165
118. Nor-Mount Realty Company, Limited—200
119. Nor-Mount Realty Company, Limited—235
120. Nor-Mount Realty Company, Limited—270
121. Nor-Mount Realty Company, Limited—305
122. Nor-Mount Realty Company, Limited—340
123. Nor-Mount Realty Company, Limited—375
124. Nor-Mount Realty Company, Limited—410
125. Nor-Mount Realty Company, Limited—445
126. Nor-Mount Realty Company, Limited—480
127. Nor-Mount Realty Company, Limited—515
128. Nor-Mount Realty Company, Limited—550
129. Nor-Mount Realty Company, Limited—583
130. Nor-Mount Realty Company, Limited—610
131. Nor-Mount Realty Company, Limited—637
132. Nor-Mount Realty Company, Limited—639

To be deducted, a width of 67 feet by a length of 371 feet and 9 inches belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

To be deducted also, a width of 33 feet by a length of 1433 feet, belonging to the City of Quebec, being lot No. 2421-639-1.

133. Nor-Mount Realty Company, Limited—638
134. Nor-Mount Realty Company, Limited—667
135. Nor-Mount Realty Company, Limited—668
136. Nor-Mount Realty Company, Limited—754
137. Nor-Mount Realty Company, Limited—787
138. Nor-Mount Realty Company, Limited—822
139. Nor-Mount Realty Company, Limited—857
140. Nor-Mount Realty Company, Limited—892
141. Nor-Mount Realty Company, Limited—927
142. Nor-Mount Realty Company, Limited—962
143. Nor-Mount Realty Company, Limited—997
144. Nor-Mount Realty Company, Limited—1032
145. Nor-Mount Realty Company, Limited—1067
146. Nor-Mount Realty Company, Limited—1102
147. Nor-Mount Realty Company, Limited—1137
148. Nor-Mount Realty Company, Limited—1172
149. Nor-Mount Realty Company, Limited—1207
150. Nor-Mount Realty Company, Limited—1230

To be deducted, a width of 66 feet by a length of 350 feet, belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

To be deducted also, a width of 33 feet by a length of 203 feet belonging to the City of Quebec, being lot No. 2421-1230-A.

151. Nor-Mount Realty Company, Limited—1231

To be deducted a width of 30 feet by a length of 350 feet belonging to the Shawinigan Water & Power Company.

Les quarante-quatre subdivisions ci-dessus sont toutes du lot originaire numéro 2421.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous du cadastre officiel de la paroisse St-Sauveur de Québec, et sont situés en la ville de Québec-Ouest.

Donné à Québec-Ouest, ce 10 mai 1944.
(Sceau)

6271-19-2-o

Le greffier,
G. ROULEAU.

The above forty-four subdivisions are all of original lot number 2421.

The immovables hereinabove described are all of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, and are situate in the Town of Québec-West.

Given at Quebec-West, this 10th of May, 1944.
(Seal)

6271-19-2

G. ROULEAU,
Clerk.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1658

Québec, ce 17 mai 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec et de Lévis et dans les villes de Québec-Ouest et de Lauzon.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section des Marchands de Produits alimentaires de l'Association des Marchands détaillants du Canada, Inc., District de Québec; La Section des Marchands de Lévis de l'Association des Marchands détaillants du Canada, Inc., District de Québec,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des employés de l'Alimentation en Détail du District de Québec, Inc.

pour les employeurs et les employés des occupations et du commerce visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 29 janvier 1944.

Attendu que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le commerce et les occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé ladite requête et a ordonné à tous et à chacun des marchands régis par ladite convention collective de se conformer à ses dispositions, par décision rendue à sa séance du 28 mars 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la recommandation de l'honorable Ministre intérimaire du Travail, que la dite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des con-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1658

Quebec, May 17, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the food products retail trade in the Cities of Quebec and Levis and in the Towns of Quebec-West and Lauzon.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the contracting parties hereafter mentioned have presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section des Marchands de Produits alimentaires" of The Retail Merchants Association of Canada, Inc., District of Quebec; "La Section des Marchands de Lévis" of The Retail Merchants Association of Canada, Inc., District of Quebec,

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique des Employés de l'Alimentation en Détail du District de Québec, Inc."

for the employers and the employees of the occupations and trade concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on January 29, 1944.

Whereas the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance towards the establishing of working conditions in the trade and occupations concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas the objections presented against the said request have been submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the Regional War Labour Board of Quebec, by a decision taken at its meeting of March 28, 1944, has approved the said request and has ordered each and every merchant governed by the said collective agreement to abide by its provisions;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour, that the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163) with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions

ditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 29 janvier 1944.

L'Association Patronale du Commerce de Québec, inc., est ajoutée aux parties contractantes de première part.

L'Union Fédérale des Bouchers et Coupeurs de Viande, local numéro 77, est acceptée comme partie co-contractante de deuxième part.

I.—*Définitions*.—Aux fins d'application du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée :

a.—Le terme "Commerce de détail" désigne toute vente au consommateur ou à toute personne qui n'achète pas pour revendre.

b.—Le terme "produits alimentaires" désigne tous produits d'alimentation ou effets comestibles, tels que viande cuite ou crue, charcuterie, poisson, épicerie, légumes, bonbons, fruits, liqueurs, bière, etc.; cette nomenclature n'étant pas limitative.

c.—Le terme "employé régulier" désigne tout salarié qui est engagé pour faire la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé et au moins cinquante (50) heures de travail par semaine.

d.—Le terme "employé surnuméraire" désigne tout salarié autre qu'un employé régulier.

e.—Le terme "commis" désigne tout salarié préposé au travail de bureau, à la caisse, à la perception, à la réception, à la vente, à la préparation des marchandises pour livraison ou à leur étalage.

f.—Le terme "livreur" désigne tout salarié qui fait la livraison ou le transport des marchandises, au moyen d'une voiture automobile ou à traction animale.

g.—Le terme "messenger" désigne tout salarié qui exécute le travail ordinairement reconnu comme celui de messenger et qui fait la livraison des marchandises à pied ou au moyen d'une bicyclette.

h.—Le terme "gérant" désigne le salarié qui a l'administration d'un établissement distinct et ne désigne pas les chefs de départements.

II.—*Juridiction*.—a.—*Juridiction professionnelle*.—Le présent décret régit tous les employeurs et salariés du commerce de détail des produits alimentaires. Tout commerce de gros et de détail est considéré comme commerce de détail si le commerce de gros n'est qu'accessoire.

Le commerce de détail visé par le présent décret comprend le colportage et toute vente ou livraison dans la juridiction territoriale faite par une personne qui n'y a pas d'établissement commercial.

Le présent décret ne s'applique pas aux hôtels, restaurants, tavernes ou autres établissements qui ne vendent pas de produits alimentaires pour consommation à l'extérieur.

Le présent décret ne s'applique pas non plus aux employeurs et salariés régis par un autre décret, tant qu'ils le sont.

b.—*Juridiction territoriale*.—Le présent décret s'applique aux cités de Québec et de Lévis et aux villes de Québec-Ouest et de Lauzon.

Aux fins d'application, la présente juridiction est divisée en deux (2) zones, de la façon suivante :

Zone I.—La cité de Québec et la ville de Québec-Ouest.

Zone II.—La cité de Lévis et la ville de Lauzon.

described in the *Quebec Official Gazette* on January 29, 1944.

"L'Association patronale du Commerce de Québec, inc.," is added to the contracting parties of the first part.

"L'Union Fédérale des Bouchers et Coupeurs de Viande" Local number 77, is accepted as co-contracting party of the second part.

I.—*Definitions*.—For the purposes of enforcement of the present decree, the following terms shall have the significance hereinafter given to them :

a.—The term "retail trade" designates any sale to the consumer or to any person not buying with the intention or for the purpose of reselling.

b.—The term "food products" means and includes any food product or victual such as cooked or raw meat, pig-meat, fish, grocery, vegetables, bonbons, fruits, soft drinks, beer, etc., this list not being restrictive.

c.—The term "regular employee" designates any employee hired to work the regular week of labour of the establishment or at least fifty (50) hours of work per week.

d.—The term "temporary employee" designates any employee not considered as a "regular employee".

e.—The word "clerk" designates any one committed to one or more of the following occupations: office work; cash; collection; sales; reception and preparation of goods for delivery or display.

f.—The term "delivery man" designates any employee committed to the delivery or transport of merchandise with a motor or horse-drawn vehicle.

g.—The word "messenger" designates any employee doing the work ordinarily known as that of a messenger and the delivery of goods on foot or with a bicycle.

h.—The term "manager" designates the employee entrusted with the management of a distinct establishment and does not comprise departmental managers.

II.—*Jurisdiction*.—a.—*Professional jurisdiction*.—The present decree applies to each and every employer and employee of the retail food products trade. Any wholesale and retail trade is considered as a retail trade when the wholesale trade is but an accessory thereto.

The retail trade governed by the present decree comprises any peddling, sale or delivery made, within the territorial jurisdiction, by a person not operating therein a commercial establishment.

The present decree shall not apply to hotels, restaurants, taverns or other establishments not selling food products for outside consumption.

Neither shall the present decree apply to the employers and employees governed by another decree, as long as they are so governed.

b.—*Territorial jurisdiction*.—The present decree shall extend to the Cities of Québec and Lévis and to the Towns of Québec-West and Lauzon.

For purposes of enforcement, this jurisdiction is divided in two (2) zones, as follows :

Zone I.—The City of Québec and the Town of Québec-West.

Zone II.—The City of Lévis and the Town of Lauzon.

III.—*Durée du travail*.—a.—La semaine régulière et normale de travail dans les établissements assujettis au présent décret est de cinquante-six (56) heures, réparties comme suit:

1. Les lundi, mardi, mercredi, jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

2. Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

3. Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.45 p.m.

b.—Pendant la période des fêtes, soit cinq jours ouvrables avant Noël et trois jours ouvrables avant le Premier de l'An, y compris la veille de ces fêtes et la veille des jours chômés, les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à 10.00 p.m., le salarié régulier n'ayant droit à aucun salaire pour le travail exécuté durant telles heures additionnelles.

c.—En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler et un employeur ne peut faire travailler un salarié à la vente des produits alimentaires, au comptoir ou par téléphone.

d.—*Jours de Fêtes chômés*.—Tout employé régulier doit être rémunéré au taux régulier ou au taux de salaire qui lui est actuellement payé, si ce dernier taux est supérieur à celui du décret, pour les jours de fêtes chômés suivants: Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, L'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à 10.00 a.m., le jour de l'Ascension, La Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, La Toussaint, L'Immaculée Conception et le jour de Noël.

e.—Tout travail exécuté par un salarié en plus de cinquante-six (56) heures par semaine est considéré comme du travail supplémentaire.

f.—L'heure dont il est fait mention dans le présent décret est l'heure légale en vigueur dans la juridiction territoriale dudit décret.

g.—Tout salarié a droit à une heure et quinze minutes pour prendre son repas de midi à l'heure fixée par l'employeur et à un temps égal pour le repas du soir, les jours où le travail se prolonge jusqu'à dix heures p.m., le tout pendant les heures prévues aux paragraphes "a" et "b" du présent article.

IV.—*Classification des salariés*.—a.—Tout employeur doit répartir en quatre classes tous ses salariés, masculins et féminins, à l'exception des messagers et des employés surnuméraires, suivant les règles du tableau reproduit dans l'annexe attachée au décret, lequel tableau fait partie du présent décret.

b.—Toute répartition en classe de salariés d'un employeur ou d'un employeur professionnel peut être faite conformément au tableau; mais aucune répartition ne peut comprendre:

1.—Dans la classe D, plus de salariés que le chiffre mentionné sur le tableau annexé pour cette classe et pour le total à répartir; et

2.—Comme total du classement dans les classes C et D, plus de salariés que la somme des chiffres mentionnés sur le tableau annexé pour lesdites classes et pour le total à répartir; et

3.—Comme total du classement dans les classes B, C et D, plus de salariés que la somme des chiffres mentionnés sur le tableau annexé pour lesdites classes et pour le total à répartir.

c.—La répartition des salariés suivant le tableau placé en annexe doit être faite chaque semaine.

d.—Lorsqu'un même employeur exploite plus d'un établissement visé par le présent décret, tous ses établissements situés dans la même zone doivent être considérés comme une seule unité pour les fins de la classification des salariés.

e.—L'employé surnuméraire qui ne fait pas plus de trente (30) heures par semaine ne doit pas être inclus dans les pourcentages; s'il fait

III.—*Duration of Labour*.—a.—The regular and standard work week, in the establishments hereby governed, shall consist of fifty-six (56) hours, distributed as follows:

1. On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

2. On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

3. On Saturday: from 8.00 a.m. to 6.45 p.m.

b. For the holidays period—five working days before Christmas and three before New Year's Day, including the eve of such and other holidays—the working hours may be extended until 10.00 p.m., and the regular employee shall not be entitled to any remuneration for work performed during such overtime hours.

c.—Outside the above-mentioned hours, no employee shall work, and no employer shall require an employee to work in the sales of food products at the counter or by telephone.

d.—*Observed holidays*.—Every regular employee shall receive the regular rate of pay, or the rate actually paid to him if the latter is higher than the one fixed by the decree, for the following observed holidays: New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday—till 10.00 a.m., Ascension Day, St-Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

e.—Any work performed by an employee in excess of fifty-six (56) hours in any one week shall be considered as overtime work.

f.—The hours mentioned in this decree shall be based upon the Legal Time of the territorial jurisdiction of the said decree.

g.—Every employee shall be entitled to one hour and fifteen minutes for the noon meal, the time of such period to be fixed by the employer, and to a similar period for the evening meal when work ceases at 10.00 p.m.; the above working hours shall not exceed those established in subsections "a" and "b" hereof.

IV.—*Classification of the employees*.—a.—Every employer shall group into four classes all his employees—male and female, with the exception of messengers and temporary employees, according to the rules of the table hereto annexed and which is part of the present decree.

b.—Any distribution of the employees of an employer or of a professional employer may be made according to the table; but no distribution shall include

1.—in class D, more employees than the number mentioned in the annexed table for such class and the total to be divided; and

2.—as the total of the classification into classes C and D, more employees than the total of the numbers mentioned in the annexed table for the said classes and the total to be divided; and

3.—as the total of the classification into classes B, C and D, more employees than the total of the numbers mentioned in the annexed table for the said classes and the total to be divided.

c.—The distribution of the employees according to the annexed table shall be made for each week.

d.—When a same employer exploits more than one establishment governed by the present decree, such establishments situated in the same zone shall be considered, for the purposes of the classification of the employees, as one unit.

e.—The temporary employee not working more than thirty (30) hours in any one week shall not be included in the percentages; when

plus de trente (30) heures, il doit être inclus dans les pourcentages et rémunéré suivant sa classification.

V.—*Taux de salaires*.—a.—Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés pour la semaine normale de travail:—

	<i>Taux horaires</i>	
	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Messenger (avec bicyclette).....	0.16	0.13
Messenger (sans bicyclette).....	0.13	0.11
Employé surnuméraire travaillant 30 heures ou moins par semaine:		
a) masculin senior d'expérience.....	0.53	0.43
b) masculin junior.....	0.24	0.20
c) féminin.....	0.31	0.25
tous les autres salariés doivent être inclus dans les pourcentages et payés comme suit, subordonnement aux autres stipulations du décret relatives au salaire de certains employés:		
Classe A.....	0.48	0.39
Classe B.....	0.38	0.31
Classe C.....	0.28	0.23
Classe D.....	0.23	0.20

La présente cédule de salaires comprend le salaire basique établi par les parties contractantes plus l'indemnité de vie chère équivalente à 7.4 points approuvée par le Conseil régional du travail en temps de guerre. Cependant, conformément aux dispositions de l'arrêté C.P. 9384, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux minima établis par le présent décret.

b.—Les taux de salaire horaire supérieurs à ceux déterminés dans le présent décret ne peuvent être diminués pendant la durée dudit décret pour les salariés qui en bénéficient actuellement.

Toutefois l'employeur a le droit d'exiger que ces salariés recevant tels salaires supérieurs exécutent du travail en plus de la durée régulière de cinquante-six (56) heures par semaine, au taux de salaire et demi, jusqu'à concurrence des salaires payés hebdomadairement, lors de l'entrée en vigueur du présent décret.

c.—Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi calculé sur les taux du décret pour la semaine normale de travail ou sur le taux du salaire payé si ce dernier taux est supérieur.

d.—Tout travail à la vente, au comptoir ou par téléphone, exécuté par un salarié en dehors des heures déterminées à l'article III ou lorsque l'établissement est ouvert au public en dehors de cet horaire, doit être rémunéré au taux de salaire double, calculé sur les taux du décret pour la semaine normale de travail ou sur le taux du salaire payé si ce dernier taux est supérieur.

e.—Tout travail exécuté un des jours chômés mentionnés au paragraphe "d" de l'article III doit être rémunéré au taux de salaire double calculé sur les taux du décret pour la semaine normale de travail ou sur le taux du salaire payé si ce dernier taux est supérieur.

f.—L'employeur peut déduire du salaire de son employé toute somme que ce dernier peut lui devoir pour avance d'argent ou pour marchandises.

g.—Les hommes de métier non assujettis à un décret doivent recevoir \$24.50 pour la semaine normale de travail et les apprentis \$8.48.

working more than thirty (30) hours, he shall be included in the percentages and paid according to his classification.

V.—*Rates of wages*.—a.—The following minimum rates of wages shall be paid to the employees for the standard work week:—

	<i>Hourly rates</i>	
	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Messenger (with bicycle).....	0.16	0.13
Messenger (without bicycle).....	0.13	0.11
Temporary employee working a maximum of 30 hours per week:		
a) male, senior and skilled.....	0.53	0.43
b) Male, junior.....	0.24	0.20
c) Female.....	0.31	0.25
The other employees shall be included in the percentages and paid as follows, subject to other provisions of the decree regarding the wages of some employees:		
Class A.....	0.48	0.39
Class B.....	0.38	0.31
Class C.....	0.28	0.23
Class D.....	0.23	0.20

This schedule of wages includes the basic wage rate established by the contracting parties plus the cost of living bonus equivalent to 7.4 points approved by the Regional War Labour Board. However, pursuant to the provisions of Order P.C. 9384, from February 15, 1944, the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the actual wages paid to each and every one of his employees, even if such wages are higher than the minima established by the present decree.

b.—The employees actually receiving wages which are higher than those determined by the present decree shall not see their wages reduced so long as the present decree is in force.

Nevertheless, the employer may require such employees receiving the said higher wages to work more than the standard weekly duration of fifty-six (56) hours, at the rate of time and a half, to the extent of the weekly wages paid at the time of the coming into force of the present decree.

c.—Overtime work shall be paid at the rate of time and a half based upon the rate of the decree for the standard work week, or upon the actual rate if the latter be higher.

d.—Sales, counter or telephone work done by an employee outside the hours determined in section III, or when the establishment is open for business after such hours, shall be paid double time according to the rates of the decree for the standard work week or to the actual rate of pay if the latter be higher.

e.—Work performed on one of the observed holidays mentioned in subsection "d" of section III shall be paid double time based upon the rates of the decree for the standard work week or upon the actual rate of pay if the latter be higher.

f.—The employer may deduct from the wages of his employee any sum which the latter may owe him for money advanced or for goods.

g.—Tradesmen not governed by a decree shall receive \$24.50 for the standard week of work and the apprentices, \$8.48.

h.—Tout travail exécuté le dimanche ou entre 11.30 p.m. et 7.30 a.m. les autres jours de la semaine doit être rémunéré au taux de salaire double calculé sur le taux du décret pour la semaine normale de travail ou sur celui du salaire payé si ce dernier taux est supérieur, nonobstant la limite de cinquante-six (56) heures de travail par semaine.

i.—Le taux de salaire horaire d'un employé faisant de trente à cinquante heures de travail par semaine, doit être augmenté de vingt-cinq pour cent.

j.—Le livreur ou conducteur de voiture de livraison, dans les établissements comptant plus de trois (3) employés réguliers, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui de la Classe B, nonobstant les pourcentages, exception faite du livreur au travail depuis moins de six mois;

k.—Le salarié remplissant les fonctions de gérant, doit être payé au moins \$35.00 par semaine dans la Zone I et au moins \$30.00 par semaine dans la Zone II pour 56 heures de travail, et il n'a droit à aucun salaire pour travail fait en plus de 56 heures durant la semaine et pour travail fait durant les heures où il est pourvu à salaire majoré.

l.—Les employés de bureau de la Zone II ayant un an d'expérience ou plus, ne doivent pas recevoir un salaire inférieur à celui de la classe "C", pour cette zone, nonobstant les pourcentages.

m.—Tout salarié rémunéré sur une base de commission doit recevoir chaque semaine une avance égale au minimum de salaire de sa classification. Cette avance n'est remboursable que sur des commissions excédant ce minimum.

n.—Les salariés doivent être payés le vendredi de chaque semaine en deniers ayant cours légal.

o.—L'employé exécutant simultanément plus d'une fonction faisant l'objet du présent décret doit être payé suivant le taux de salaire établi pour la classification la mieux rémunérée.

VI.—*Vacances payées*:—Tout salarié régulier, qui, au 30 juin de chaque année, a à son crédit deux (2) années de services pour le compte du même employeur ou dans le même établissement, a droit à une semaine de vacances payées au taux de son salaire régulier, qui doit lui être donnée par l'employeur avant le 30 juin de l'année suivante.

VII.—*Dispositions spéciales*:—a.—L'employeur doit reconnaître l'expérience acquise par un employé dans un autre établissement, pour les fins de classification, pourvu que l'employé puisse fournir un certificat de classification ou une déclaration de son employeur précédent attestant la durée et la nature du travail qu'il a exécuté pour son compte.

b.—Les frais d'achat et d'entretien de tout costume uniforme ou de toute partie de costume uniforme exigé pour l'exécution d'un travail sont à charge de l'employeur. Si l'employeur désire que ces frais soient à la charge de l'employé, il doit payer à ce dernier une augmentation de salaire de un cent (0.01) l'heure.

VIII.—*Durée du décret*:—Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1945. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie et au ministre du Travail, au moins trente

h.—Work performed on Sunday or between 11.30 p.m. and 7.30 a.m. the other days of the week shall be paid at the rate of double time based upon the rate of the decree for the standard week of work or that of the actual wages if the latter be higher, notwithstanding the weekly limit of fifty-six (56) hours of work.

i.—The hourly rate of pay of an employee working from thirty to fifty hours per week shall be increased by twenty-five per cent.

j.—In the case of establishments having more than three (3) regular employees, the delivery man or the driver of the delivery wagon or vehicle shall not receive less than the employees of class B, irrespective of percentages, with the exception of the delivery man with less than six months of service.

k.—The employee performing the office or functions of manager shall be paid at least \$35.00 per week in Zone I and \$30.00 per week in Zone II for 56 hours of work, but shall receive no remuneration for work done after 56 hours in a week or during the hours for which the increased rate is provided.

l.—Office employees of Zone II with a minimum of one year of experience shall not receive less than the rate of Class "C" of such zone, irrespective of the percentages.

m.—Employees paid on a commission basis shall receive, each week, an advance equal to the minimum wage rate of his classification. Such advance shall only be reimbursed with the commissions exceeding the said minimum.

n.—Employees shall be paid every Friday with current money.

o.—An employee attending simultaneously to more than one occupation governed by the present decree shall be entered in that classification for which the highest rate is established.

VI.—*Vacation with pay*:—Regular employees who, on June 30 of each year, have to their credit two (2) years of service for the same employer or in the same establishment shall be entitled to a vacation of one week, with pay, at the regular rate of his wages; such vacation shall be given before June 30 of the following year.

VII.—*Special provisions*:—a.—For purposes of classification, the employer shall consider the experience acquired by an employee in another establishment provided the employee furnish a certificate of classification or a statement from his former employer giving the duration and nature of his employment for the said employer.

b.—Purchase and maintenance costs of any uniform or part thereof required for the execution of the work shall be paid by the employer. An increase in wages of \$0.01 per hour shall be given when the employer wishes to have such expenses paid by the employee.

VIII.—*Duration of the decree*:—The present decree shall come into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until February 28, 1945. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties give written notice to the contrary to the other party and to the Minister of Labour, at least thirty (30)

(30) jours avant cette date ou avant le 28 février de toute année subséquente.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

days before that date, or before February 28, of any subsequent year.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

TABLEAU DE CLASSIFICATION DES SALARIÉS

Le tableau suivant doit être suivi pour la classification des salariés.

1.—Un seul salarié: le premier semestre d'emploi ou d'expérience dans la classe D, le deuxième semestre dans la classe C, et ensuite dans la classe B;

2.—Deux salariés: un dans la classe B, l'autre dans la classe D;

3.—Trois salariés: un dans la classe A, le second dans la classe B et le troisième dans la classe D;

4.—Quatre salariés et plus:

Total des salariés	Classe				Total des salariés	Classe			
	A	B	C	D		A	B	C	D
4	1	1	1	1	54	11	16	13	14
5	1	1	1	2	55	11	17	13	14
6	1	2	1	2	56	11	17	14	14
7	1	2	2	2	57	11	17	14	15
8	2	2	2	2	58	12	17	14	15
9	2	2	2	3	59	12	18	14	15
10	2	3	2	3	60	12	18	15	15
11	2	3	3	3	61	12	19	15	15
12	2	4	3	3	62	12	19	15	16
13	3	4	3	3	63	13	19	15	16
14	3	4	3	4	64	13	19	16	16
15	3	5	3	4	65	13	19	16	17
16	3	5	4	4	66	13	20	16	17
17	3	5	4	5	67	13	20	17	17
18	4	5	4	5	68	14	20	17	17
19	4	6	4	5	69	14	20	17	18
20	4	6	5	5	70	14	21	17	18
21	4	7	5	5	71	14	21	18	18
22	4	7	5	6	72	14	22	18	18
23	5	7	5	6	73	15	22	18	18
24	5	7	6	6	74	15	22	18	19
25	5	7	6	7	75	15	23	18	19
26	5	8	6	7	76	15	23	19	19
27	5	8	7	7	77	15	23	19	20
28	6	8	7	7	78	16	23	19	20
29	6	8	7	8	79	16	24	19	20
30	6	9	7	8	80	16	24	20	20
31	6	9	8	8	81	16	25	20	20
32	6	10	8	8	82	16	25	20	21
33	7	10	8	8	83	17	25	20	21
34	7	10	8	9	84	17	25	21	21
35	7	11	8	9	85	17	25	21	22
36	7	11	9	9	86	17	26	21	22
37	7	11	9	10	87	17	26	22	22
38	8	11	9	10	88	18	26	22	22
39	8	12	9	10	89	18	26	22	23
40	8	12	10	10	90	18	27	22	23
41	8	13	10	10	91	18	27	23	23
42	8	13	10	11	92	18	28	23	23
43	9	13	10	11	93	19	28	23	23
44	9	13	11	11	94	19	28	23	24
45	9	13	11	12	95	19	29	23	24
46	9	14	11	12	96	19	29	24	24
47	9	14	12	12	97	19	29	24	25
48	10	14	12	12	98	20	29	24	25
49	10	14	12	13	99	20	30	24	25
50	10	15	12	13	100	20	30	25	25
51	10	15	13	13	101	20	31	25	25
52	10	16	13	13	102	20	31	25	26
53	11	16	13	13	103	21	31	25	26
					104	21	31	26	26

5. Le classement pour un total supérieur à 104 s'obtient en additionnant

TABLE OF CLASSIFICATION OF THE EMPLOYEES

The following table shall be observed in the classification of the employees:

1.—One employee: the first six months employed in class D, after six months, in class C and thereafter in class B;

2.—Two employees: one in class B, the other in class D;

3.—Three employees: one in class A, the second one in class B, and the third in class D;

4.—Four employees and over:

Number of employees	Class				Number of employees	Class			
	A	B	C	D		A	B	C	D
4	1	1	1	1	54	11	16	13	14
5	1	1	1	2	55	11	17	13	14
6	1	2	1	2	56	11	17	14	14
7	1	2	2	2	57	11	17	14	15
8	2	2	2	2	58	12	17	14	15
9	2	2	2	3	59	12	18	14	15
10	2	3	2	3	60	12	18	15	15
11	2	3	3	3	61	12	19	15	15
12	2	4	3	3	62	12	19	15	16
13	3	4	3	3	63	13	19	15	16
14	3	4	3	4	64	13	19	16	16
15	3	5	3	4	65	13	19	16	17
16	3	5	4	4	66	13	20	16	17
17	3	5	4	5	67	13	20	17	17
18	4	5	4	5	68	14	20	17	17
19	4	6	4	5	69	14	20	17	18
20	4	6	5	5	70	14	21	17	18
21	4	7	5	5	71	14	21	18	18
22	4	7	5	6	72	14	22	18	18
23	5	7	5	6	73	15	22	18	18
24	5	7	6	6	74	15	22	18	19
25	5	7	6	7	75	15	23	18	19
26	5	8	6	7	76	15	23	19	19
27	5	8	7	7	77	15	23	19	20
28	6	8	7	7	78	16	23	19	20
29	6	8	7	8	79	16	24	19	20
30	6	9	7	8	80	16	24	20	20
31	6	9	8	8	81	16	25	20	20
32	6	10	8	8	82	16	25	20	21
33	7	10	8	8	83	17	25	20	21
34	7	10	8	9	84	17	25	21	21
35	7	11	8	9	85	17	25	21	22
36	7	11	9	9	86	17	26	21	22
37	7	11	9	10	87	17	26	22	22
38	8	11	9	10	88	18	26	22	22
39	8	12	9	10	89	18	26	22	23
40	8	12	10	10	90	18	27	22	23
41	8	13	10	10	91	18	27	23	23
42	8	13	10	11	92	18	28	23	23
43	9	13	10	11	93	19	28	23	23
44	9	13	11	11	94	19	28	23	24
45	9	13	11	12	95	19	29	23	24
46	9	14	11	12	96	19	29	24	24
47	9	14	12	12	97	19	29	24	25
48	10	14	12	12	98	20	29	24	25
49	10	14	12	13	99	20	30	24	25
50	10	15	12	13	100	20	30	25	25
51	10	15	13	13	101	20	31	25	25
52	10	16	13	13	102	20	31	25	26
53	11	16	13	13	103	21	31	25	26
					104	21	31	26	26

5.—The classification for a total superior to 104 is obtained by adding

a) le classement donné par le présent tableau pour le chiffre 100, ou, s'il s'agit de multiples de 100, autant de fois le classement de 100 que le total à classer comporte de centaines;

b) le classement donné par le présent tableau pour le chiffre du total à classer qui est inférieur à la centaine; cependant si ce résidu est inférieur à 5, il faut prendre le classement donné pour 104, 103, 102 ou 101, suivant le cas.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 mai 1944.

6322-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 1618

—
Québec, le 12 mai 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant la création d'une réserve de chasse sous le nom de "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".

Attendu que dans les bois, à proximité de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, le gibier—particulièrement le chevreuil, la perdrix et le lièvre—qui abondait autrefois est à peu près complètement disparu;

Attendu que la création d'une réserve de chasse, ou sanctuaire, paraît être le moyen le plus efficace et le plus opportun en vue d'assurer une meilleure protection de la faune et, en même temps, de meilleures conditions de chasse aux habitants de cette région;

Attendu que telle mesure est demandée par un grand nombre de personnes, tant chasseurs que fermiers des environs;

Vu le paragraphe 6 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

1.—Que tout le territoire dans les comtés de Saint-Hyacinthe et partie nord de Rouville, borné au sud par le chemin de fer Canadien National, du village de Saint-Hilaire jusqu'à la rivière des Hurons près du village de Sainte-Madeleine; de là, du côté est, par les rivières des Hurons et Salvail jusqu'au chemin Michaudville, près de Saint-Jude; de là, du côté nord, par ledit chemin Michaudville jusqu'au rang Sarrosto et Amyot jusqu'à l'embouchure de la rivière Amyot près du village de Saint-Charles; et enfin, de là, par la rivière Richelieu jusqu'au point de départ au village Saint-Hilaire; et que ce territoire forme une réserve de chasse sous le nom de: "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe";

2.—Qu'il soit spécialement défendu d'y chasser, tuer ou prendre tout gibier, animal ou oiseau quelconque, pendant toute la période d'hui au 31 décembre 1948, à l'exception du rat-musqué, du vison et du renard qu'il sera permis de capturer au piège seulement;

3.—Que le port d'armes y soit également prohibé;

4.—Que toute contravention aux présents règlements soit punissable sommairement suivant les dispositions de l'article 76 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941, soit: d'une amende, en sus des frais, de pas moins de \$5.00 et de pas plus de \$50.00, et à défaut de paiement immédiat, d'un emprisonnement de 15 jours au moins et de 3 mois au plus.

A. MORISSET,

6315-o

Greffier du Conseil Exécutif.

a) the classification given in the present table for the figure 100, or, in the case of multiples of 100 as many times the classification of 100 as there are hundreds in the total to be classified;

b) the classification given in the present table for the figure of the total to be classified which is lower than the hundred; however, if the remainder is lower than 5, the classification given for 104, 103, 102 or 101, must be taken, as the case may be.

Department of Labour,
Quebec, May 20, 1944.

6322-o

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Number 1618

—
Quebec, May 12th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting the creation of a hunting Reserve, under the name of "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".

Whereas, in the woods, in the vicinity of Saint-Hyacinthe, County of Saint-Hyacinthe, game—especially deer, partridge and hare—heretofore very plentiful, has now almost entirely disappeared;

Whereas, the creation of a hunting reserve or sanctuary seems to be the most efficient and expedient means to adopt in order to insure better protection to the fauna, and at the same time, better hunting conditions for the inhabitants of this region;

Whereas, such a measure is requested by a great number of people, both hunters and farmers of this neighborhood;

Seeing paragraph 6 of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

It is ordained, therefore, upon recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

1.—That all the territory in the Counties of Saint-Hyacinthe and the North part of Rouville, bounded on the South by the Canadian National Railway, from the Village of Saint-Hilaire as far as the "des Hurons" river, near the village of Sainte-Madeleine; thence, on the East side, by the rivers "des Hurons" and Salvail as far as the Michaudville Road, near Saint-Jude; thence, on the North side, by the said Michaudville Road as far as Sarrosto range, and Amyot as far as the mouth of the river Amyot, near the village of Saint-Charles; and finally, thence, by the Richelieu river to the starting point, at the village of Saint-Hilaire; and that such territory shall form a hunting reserve under the name of "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe";

2.—That it be specially prohibited to hunt, kill or take any game, animal or bird whatsoever, during the period from now to the 31st December 1948, excepting muskrat, mink and fox, the capture of which will be allowed with traps only;

3.—That the carrying of arms there be also prohibited;

4.—That any infringement of the present regulations be punishable summarily, pursuant to the provisions of section 76 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, namely: by a fine, in addition to the costs, of not less than \$5.00 and not more than \$50.00, and failing immediate payment, to an imprisonment of 15 days at least, and of 3 months at most.

A. MORISSET,

6315

Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, District de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 4992. Dame Médora Beaucauge, épouse de Hubert St. Germain, bourgeois, des cité et district de St-Hyacinthe, demanderesse; vs Hubert St. Germain, des cité et district de St-Hyacinthe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 avril 1944.

St-Hyacinthe, ce 10 mai 1944.

Le Procureur de la demanderesse,
6311-o GAÉTAN SYLVESTRE.

Province of Quebec, District of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 4992.—Dame Médora Beaucauge, wife of Hubert St. Germain, bourgeois, of the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff; vs Hubert St. Germain, of the city and district of St-Hyacinthe, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on April 11th, 1944.

St-Hyacinthe, May 10th, 1944.

GAÉTAN SYLVESTRE,
6311 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 226160. Lucille Margaret Turpin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Edmond Bruyère, demanderesse; vs Charles Edmond Bruyère, agent, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 mars 1944.

Montréal, le 1er mai 1944.

Le procureur de la demanderesse,
6312 N. SOLOMON, C.R.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 226160. Lucille Margaret Turpin, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Charles Edmond Bruyère, Plaintiff; vs Charles Edmond Bruyère, agent, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on March 11th, 1944.

Montreal, May 1st, 1944.

N. SOLOMON, K.C.,
6312-o Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 225654. Dame Florianne Charland, épouse commune en biens de Émilien Ouimet, boucher, des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Émilien Ouimet, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de février 1944.

Montréal, le 13 mai 1944.

Les Procureurs de la demanderesse,
6314-o LACOSTE & LACOSTE.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 225654. Dame Florianne Charland, wife common as to property of Émilien Ouimet, butcher, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs The said Émilien Ouimet, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 19th day of February 1944.

Montreal, May 13th, 1944.

LACOSTE & LACOSTE,
6314-o Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, N° 4142. Maria Piquette, épouse commune en biens de Marcel Lessard, journalier, demeurant en la Cité de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse; vs Marcel Lessard, journalier, de la Cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18 mars 1944, contre le défendeur.

Sherbrooke, 15 mai, 1944.

Le procureur de la demanderesse,
6323-o ARMAND NADEAU.

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court, No. 4142. Maria Piquette, wife common as to property of Marcel Lessard, laborer, residing in the City of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff; vs Marcel Lessard, laborer, of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

An action in separation as to property was taken on the 18th of March 1944 against the defendant.

Sherbrooke, 15th May, 1944.

ARMAND NADEAU,
6323-o Attorney for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 44", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mai 1944.

Le siège social de l'association précitée est situé à Asbestos, dans le district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6313-o JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 3", pour l'étude, la défense et le

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 44" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 4th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Asbestos, in the district of Arthabaska.

JEAN BRUCHESI,
6313 Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 3" for the study, defence

développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mai 1944.

Le siège social de l'association précitée est situé à Amos, dans le district d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la Province,
6316-o JEAN BRUCHESI.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

VILLAGE DE CHANDLER
(Comté de Gaspé)

Avis public est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions du règlement numéro 63 du village de Chandler, un tirage au sort a été effectué au bureau de la Commission municipale de Québec, à Québec, le 9 mai 1944, et que les obligations ci-après désignées, émises par ledit village sous l'autorité dudit règlement, ont été tirées et seront remboursables à compter du 1er juillet 1944:

Dénomination de \$500.00: Numéros D-1, D-70, D-104 et D-155.

Dénomination de \$100.00: Numéros C-42, C-71, C-146, C-152, C-155, C-162, C-167, C-192 et C-196.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1944, présenter et remettre lesdites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Chandler, Québec ou Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1944.

Donné à Chandler ce 16ème jour de mai 1944.
(Sceau).

Le secrétaire-trésorier,
6324-o WILBROD LUCAS.

Province de Québec

SYNDICS DE LA PAROISSE DE SAINT-JÉRÔME
DE LAC SAINT-JEAN

Avis de rachat d'obligations

Avis est donné, par les présentes, qu'aux termes de l'acte de fiducie par les Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean en faveur de la Société Nationale de Fiducie, exécuté devant Me Oscar Hamel, notaire, le 23 août 1939, lesdits Syndics rachèteront le 1er juillet 1944, au prix de 100% de leur valeur nominale et l'intérêt couru, \$1,800.00 d'obligations faisant partie de leur émission de \$153,500.00, à savoir:

1 x 1000 — N° AM-25

1 x 500 — N° AD-61

3 x 100 — Nos AC-19, 86 et 92

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1944, présenter les dites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Saint-Jérôme, Chicoutimi, Québec ou Montréal, avec le coupon d'intérêt du 1er juillet 1944 et les coupons subséquents.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1944.

Montréal, ce 17 mai 1944.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE,
Fiduciaire.

41, rue St-Jacques ouest, Montréal.

Le directeur général adjoint,
6325-o H. OUMET.

and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 4th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Amos, in the district of Abitibi.

JEAN BRUCHESI,
6316 Under Secretary of the Province.

DRAWING OF BONDS

VILLAGE OF CHANDLER
(County of Gaspé)

Public notice is hereby given that, in accordance with the provisions of By-Law number 63 of the Village of Chandler, a drawing by lot was made at the office of the Quebec Municipal Commission, at Quebec, on May 9, 1944, and that the following bonds, issued by the said Village under authority of said By-Law, were drawn and will become payable from July 1, 1944:

Dénomination de \$500.00: Numbers D-1, D-70, D-104 and D-155.

Dénomination de \$100.00: Numbers C-42, C-71, C-146, C-152, C-155, C-162, C-167, C-192 and C-196.

The holders of the above described bonds shall, on July 1, 1944, present for payment and remit said bonds to the Banque Canadienne Nationale, at Chandler, Quebec or Montreal, with all unmatured coupons attached.

Said bonds shall cease to bear interest from July 1, 1944.

Made at Chandler on May 16, 1944.
(Seal).

WILBROD LUCAS,
6324-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

TRUSTEES OF THE PARISH OF SAINT JÉRÔME
OF LAKE ST. JOHN

Notice of Redemption

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Trust Deed by the Trustees of the parish of Saint Jérôme of Lake Saint John in favor of the Société Nationale de Fiducie, passed before Notary Oscar Hamel, on August the 23rd, 1939, said Trustees will redeem before maturity, on the first day of July 1944, at par and accrued interest, \$1,800.00 principal amount of bonds being part of their issue of \$153,500.00, viz:

1 x 1000 — No. AM-25

1 x 500 — No. AD-61

3 x 100 — Nos. AC-19, 86 and 92

The holders of the above mentioned bonds shall, on the first of July 1944, present the said bonds for payment at the Banque Canadienne Nationale, at Saint Jérôme, Chicoutimi, Quebec or Montreal, with interest coupon maturing on the first of July 1944, and following coupons.

The said bonds will cease to bear interest on and from the first of July 1944.

Montreal, this 17th day of May 1944.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE,
Trustee.

41, St. James St. West, Montreal.

H. OUMET,
6325-o Acting Managing Director.

La formation d'une société, sous le nom de "Union des Employés de la Teinture de Drummondville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 avril 1944.

Le siège social de la société précitée est situé au Centre Ouvrier, Ville St-Joseph, Drummondville, district d'Arthabaska.

6331-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-CAMILLE
Bellechasse

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité de la résolution du 27 août 1939, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.—Nos C-3, 75 et 98.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er juillet 1944, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

6332-o Le secrétaire-trésorier,
E.-A. MORIN.

PAROISSE ST-CAMILLE-DE-LELLIS
Bellechasse

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 99, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$500.—Nos D-33 et D-39.

Les dites obligations sont remboursables le 1er juillet 1944, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

6333-o Le secrétaire-trésorier,
E.-A. MORIN.

The formation of an association under the name of "Union des Employés de la Teinture de Drummondville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 13th, 1944.

The principal place of business of the said association is at the "Centre Ouvrier", Town of St. Joseph, Drummondville, District of Arthabaska.

6331 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHESI.

SCHOOL COMMISSION OF ST-CAMILLE
Bellechasse

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under authority of the resolution of August 27th, 1939, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.—Nos. C-3, 75 and 98.

The said bonds will be redeemable on the 1st of July, 1944, from which date they will cease to bear interest.

6332 E. A. MORIN,
Secretary-Treasurer.

PARISH OF ST-CAMILLE-DE-LELLIS
Bellechasse

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under the authority of By-law No. 99, have been drawn by lots:

Denomination of \$500.—Nos. D-33 and D-39.

The said bonds will be redeemable on the 1st of July, 1944, the date upon which they shall cease to bear interest.

6333 E. A. MORIN,
Secretary-Treasurer.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Frontenac, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Sébastien" et que son principal siège d'affaires est à St-Sébastien, comté de Frontenac.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce treizième jour de mai 1944.

6334-o Le sous-ministre de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant le cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, dans le comté de Gatineau.

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture a changé le nom du cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, comté de Gatineau, en celui de "cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse de la Gatineau", conformément à l'article 5, chap. 118, S.R.Q. 41.

Québec, ce 15ème jour de mai 1944.

6339-o Le sous-ministre de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Frontenac under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Sébastien," and that its principal place of business is at St-Sébastien, county of Frontenac.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirteenth day of May, 1944.

6334 ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Concerning the Farmers' Club of the Parish of Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, in the county of Gatineau.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has changed the name of the Farmers' Club of the Parish of Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, county of Gatineau, to that of "cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse de la Gatineau", in conformity with section 5, chap. 118, R.S.Q., 41.

Quebec, this 15th day of May, 1944.

6339 ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1372-42

Québec, le 4 mai 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel, en date du 2 mai 1944, d'annexer la municipalité scolaire de Leeds, dans le comté de Mégantic, à celle de Leeds-Sud (Kinnear's Mills) même comté.

Cette annexion s'appliquera seulement qu'aux protestants.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
6309-o Par B.-O. FILTEAU.

No. 1372-42

Quebec, May 4th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council bearing date May 2nd, 1944, to annex the school municipality of Leeds, in the County of Megantic, to that of Leeds-South (Kinnear's Mills), same county.

Such annexation will apply to Protestants only.

The Superintendent of Education,
6309 Per B.-O. FILTEAU.

N° 117-43

Québec, le 10 mai 1944.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saints-Martyrs-Canadiens, comté de Wolfe, le territoire ci-dessous décrit qui sera détaché des municipalités scolaires de Ham-Nord, de St-Joseph-de-Ham-Sud, de St-Fortunat-de-Wolfestown, de St-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown et de Garthby, toutes du comté de Wolfe.

Son territoire sera borné comme suit:

Au Nord-Est:

Par la limite entre les rangs VIII et IX, des lots 21 à 28 inclusivement, du cadastre primitif pour le Canton de Wolfestown, par la limite entre les rangs II Nord, (des lots 5 à 25 inc.) et I, II, et partie de III, du cadastre primitif pour le canton de Garthby.

Au Sud-Est:

Par la limite entre les lots 25 et 26 des rangs II Nord, I Nord, I Sud, II Sud, du Canton de Garthby, par la limite entre les cantons de Ham-Sud, (partie de 28e rang IV), et Garthby, (lots 26, 27 et 28), par la limite entre les rangs XI de Weedon, (partie 21b à lot 28 incl.) et IV de Ham-Sud, (21b à lot 28 incl.)

Au Sud-Ouest:

Par la limite entre les lots 21b et 22a, du rang IV, de la limite entre les rangs III et IV, (lots 18a à 21b incl.) de la limite entre les lots 17b et 18a, des rangs III, II Est, Ouest, I, et 1a, du canton de Ham-Sud, de la limite entre les cantons Ham-Sud, (18a et 18b et partie du lac Nicolet), et Ham, (lot 18), de la limite entre les lots 18 et 19, des rangs XI, X, et IX.

Au Nord-Ouest:

Par la limite entre les rangs VIII et IX (des lots 19 à 25 incl.) de la limite entre les rangs VIII, (partie du lot 25) et A Sud-Ouest, (lot 16), de la limite entre les lots 16 et 17 du rang A Sud-Ouest, dans le Canton de Ham, et de la limite entre le lot 21a du rang XI, les lots 21 du rang X, et les lots 21a et 21b du rang IX avec les lots 20d, du rang XI, 20 du rang X, 20b et 20d, du rang IX, du Canton de Wolfestown.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
6317-20-2-o Par B.-O. FILTEAU.

No. 117-43

Quebec, May 10th, 1944.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of Saints-Martyrs-Canadiens, county of Wolfe, the territory hereinafter described which shall be detached from the school municipalities of North Ham, St-Joseph-de-Ham-Sud, St-Fortunat-de-Wolfestown, St-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown and Garthby, all of the county of Wolfe.

Its territory to be bounded as follows:

On the Northeast:

By the limit between Ranges VIII and IX, lots 21 to 28 inclusively, of the original cadastre for the township of Wolfestown, by the limit between Ranges II North, (lots 5 to 25 inc.) and I, II and part of III, of the original cadastre for the township of Garthby.

On the Southeast:

By the limit between lots 25 and 26 of Ranges II North, I North, I South, II South, of the township of Garthby, by the limit between the townships of South Ham, (Part of 28e Range IV), and Garthby, (lots 26, 27 and 28), by the limit between Ranges XI of Weedon, (part 21b to lot 28 inc.) and IV of South Ham, (21b to lot 28 incl.)

On the Southwest:

By the limit between lots 21b and 22a, of Range IV, from the limit between Ranges III and IV, (lots 18a to 21b incl.) from the limit between lots 17b and 18a, of Ranges III, II East, West, I, and 1a, of the Township of South Ham, from the limit between the Townships of South Ham, (18a and 18b and part of Lake Nicolet), and Ham, (lot 18), from the limit between lots 18 and 19, of Ranges XI, X, and IX.

On the Northwest:

By the limit between Ranges VIII and IX (of lots 19 to 25 incl.) from the limit between Ranges VIII (part of lot 25) and A Southwest, (lot 16), from the limit between lots 16 and 17 of Range A Southwest, in the Township of Ham, and from the limit between lot 21a of Range XI, lots 21 of Range X, and lots 21a and 21b of Range IX with lots 20d, of Range XI, 20 of Range X, 20b and 20d, of Range IX, of the Township of Wolfestown.

The Superintendent of Education,
6317-20-2 Per B. O. FILTEAU.

N° 336-44

Québec, le 4 mai 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel, en date du 2 mai, de changer le nom de la municipalité scolaire

No. 336-44

Quebec, May 4th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council bearing date May 2nd, to change the name of the

de Leeds, dans le comté de Mégantic, en celui de St-Jacques-de-Leeds.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
6310-o Par B.-O. FILTEAU.

N° 1373-42

Québec, le 13 mai 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel, en date du 9 mai 1944, d'annexer la municipalité scolaire de Leeds-Est, dans le comté de Mégantic, à celle de Leeds-Sud, même comté.

Cette annexion s'appliquera aux protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
6336-o VICTOR DORÉ.

N° 3144-43

Québec, le 12 mai 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel, en date du 9 mai 1944, d'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Félicité dans le comté de Matane, les lots 16 à 26 inclusivement des rangs VI et VII du canton St-Denis qui furent détachés de la municipalité scolaire de St-Adelme dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
6337-o VICTOR DORÉ.

N° 2412-43

Québec, le 16 mai 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jérôme, comté de Terrebonne, les lots 357, 358 et 359 du cadastre officiel de St-Jérôme, appartenant à monsieur Lionel Blondin, et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Prévost, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
6338-20-2-o VICTOR DORÉ.

school municipality of Leeds in the county of Mégantic, to that of St-Jacques-de-Leeds.

The Superintendent of Education,
6310 Per B.-O. FILTEAU.

No. 1373-42

Quebec, May 13th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council, dated the 9th of May, 1944, to annex the school municipality of Leeds-East, in the County of Mégantic, to that of Leeds-South, same county.

The said annexation to apply to Protestants only.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 3144-43

Quebec, May 12th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date May 9th, 1944, to annex to the school municipality of Ste-Félicité, in the County of Matane, lots 16 to 26 inclusively, of Ranges VI and VII of the Township of St-Denis, which have been detached from the school municipality of St-Adelme, in the same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 2412-43

Quebec, May 16th, 1944.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Jérôme, county of Terrebonne, lots 357, 358 and 359 of the official cadastre of St-Jérôme, belonging to Mr. Lionel Blondin, and to annex them to the school municipality of the Village of Prévost, same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Matériaux de Construction, établi en vertu du décret numéro 2446, du 26 juin 1940, et chargé de la mise à exécution du décret numéro 1357, du 20 avril 1944, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1653 du 17 mai 1944, le tout, d'accord avec le paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chap. 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisations

La période de prélèvement s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 30 avril 1945, et il s'exerce de la façon suivante:

a) L'employeur professionnel assujéti au décret doit verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis ou allocations payés à leurs employés assujettis au décret numéro 1357.

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee, established under decree No. 2446, of June 26, 1940, and charged with the enforcement of the decree number 1357, of April 20, 1944, relating to the ornamental iron and bronze industry, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1653, of May 17, 1944, in conformity with subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 30th of April 1945, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree No. 1357.

b) Les employés assujettis audit décret numéro 1357 devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, de leurs commissions, bonis, allocations.

b) The employees governed by the said decree No. 1357 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode de perception

Afin de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire doit mettre à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu durant la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir ces formules et les retourner au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses employés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au comité paritaire. Ce comité se réserve le droit d'exiger l'assermentation desdits rapports à chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être envoyé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: le 30 juin, le 30 septembre, le 31 décembre 1944 et le 31 mars 1945.

Ci-annexé, un estimé des recettes et déboursés du Comité paritaire des Matériaux de Construction pour la mise à exécution du décret numéro 1357, concernant l'industrie du fer et bronze ornemental, pour la période comprise entre le 1er mai 1944 et le 30 avril 1945.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

655 Immeuble New Birks,
Montréal

Estimé des recettes et déboursés du Comité paritaire des Matériaux de Construction pour la mise à exécution du décret numéro 1357, concernant l'industrie du fer et bronze ornemental.

Période du 1er mai 1944 au 30 avril 1945.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 800.00
Cotisations des employés.....	800.00
	<u>\$ 1,600.00</u>

Déboursés:

Inspecteur temporaire.....	\$ 1,000.00
Frais de déplacement.....	300.00
Frais légaux.....	200.00
Indemnités—4 membres.....	100.00
	<u>\$ 1,600.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 20 mai, 1944.

6319-0

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1944, and March 31st, 1945.

Annexed hereto, is an estimate of the receipts and disbursements required by the Building Materials Joint Committee for the administration of decree number 1357, concerning the Ornamental Iron and Bronze Industry, for the period between May 1st 1944 and April 30th, 1945.

BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE

655 New Birks Bldg.,
Montreal

Estimate of receipts and disbursements required by the Building Materials Joint Committee for the administration of Decree No. 1357 concerning the Iron and Bronze Industry.

Period from May 1st 1944 to April 30th 1945.

Receipts:

Levies from professional Employers.....	\$ 800.00
Levies from Employees.....	800.00
	<u>\$ 1,600.00</u>

Disbursements:

Temporary Inspector.....	\$ 1,000.00
Travelling expenses.....	300.00
Legal expenses.....	200.00
Members' attendance fees (4).....	100.00
	<u>\$ 1,600.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 20, 1944.

6319-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec lui a présenté une requête laquelle donne suite aux conclusions et instructions du Conseil régional du Travail en temps de guerre de Québec en date du 22 décembre 1943, à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane:

1°. Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

"IV.—Taux de salaires:—Les taux minima de salaires suivants devront être payés pour chacun des métiers ci-contre:

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec has presented to him a request, complying with the conclusions and instructions of the Regional War Labour Board of Quebec of December 22, 1943, to modify, in the following manner, the decree number 1653, of June 28, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski and Matane:

1°. That section IV be replaced by the following:

"IV.—Rates of wages:—The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades hereinafter mentioned:

Métiers—Trades	Salaires horaires Hourly rates			
	Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV
Briqueteurs, plâtriers, maçons—Bricklayers, plasterers, masons.....	\$1.00	0.85	0.75	0.70
Charpentiers-menuisiers—Carpenters-joiners.....	0.80	0.75	0.65	0.60
Calfats—Caulkers.....	0.70	0.60	0.55	0.50
Peintres—Painters:				
Compagnons—Journeymen.....	0.75	0.70	0.60	0.55
Compagnons juniors (un an)—Junior journeymen (one year).....	0.65	0.60	.....	.....
Manœuvres—Labourers.....	0.60	0.55	0.45	0.45
Faiseurs de mortier—Mortar makers.....	0.60	0.55	0.45	0.45
Brasseurs de celanite—Celanite mixers.....	0.60	0.55	0.45	0.45
Couleurs de blanc—Plaster pourers.....	0.60	0.55	0.45	0.45
Porteurs d'oiseau—Hod carriers.....	0.60	0.55	0.45	0.45
Tireurs de joints—Joint pointers.....	0.80	0.70	0.65	0.60
Finisseurs de ciment—Cement finishers.....	0.80	0.70	0.65	0.60
Poseurs de tuile, marbre et terrazzo—Tile, marble and terrazzo layers.....	0.80	0.70	0.65	0.60
Hommes sur machine à polir le terrazzo—Terrazzo polishing machine operators.....	0.70	0.65	0.60	0.55
Foreurs—Drillers.....	0.75	0.70	0.60	0.55
Opérateurs de marteau pneumatique, à la main—Pneumatic hammer operators, by hand.....	0.70	0.65	0.60	0.55
Poseurs de lattes métalliques—Lathers (metal).....	0.75	0.70	0.60	0.55
Poseurs de lattes en bois—Lathers (wood).....	0.75	0.70	0.60	0.55
Opérateurs de pelles mécaniques—Enginemen-mechanical shovels.....	0.80	0.70	0.60	0.55
Opérateurs de tracteurs—Enginemen-tractors.....	0.80	0.70	0.60	0.55
Opérateurs de grues—Enginemen-hoisting.....	0.80	0.70	0.60	0.55
Opérateurs de malaxeurs—Enginemen-mixers.....	0.75	0.65	0.60	0.55
Opérateurs de compresseurs—Enginemen-compressors.....	0.75	0.65	0.60	0.55
Mécaniciens de machines fixes et portatives—Enginemen-stationary and portable machines.....	0.75	0.70	0.60	0.55
Mécaniciens en tuyauterie (plombiers, poseurs d'appareils de chauffage et de réfrigération)—Pipe mechanics (plumbers, pipe fitters and refrigerator mechanics):				
Entrepreneurs (services personnels)—Contractors (personal services).....	0.90	0.70	0.65	0.60
Compagnons—Journeymen.....	0.80	0.70	0.65	0.60
Compagnons juniors (un an)—Junior journeymen (one year).....	0.65	0.55	.....	.....
Électriciens—Electricians:				
Entrepreneurs (services personnels)—Contractors (personal services).....	0.90	0.70	0.65	0.60
Compagnons—Journeymen.....	0.80	0.70	0.65	0.60
Ferblantiers-couvreurs—Tinsmiths-roofers:				
Compagnons—Journeymen.....	0.80	0.70	0.65	0.60
Compagnons juniors (un an)—Junior journeymen (one year).....	0.70	0.60	.....	.....

Métiers—Trades

Salaires horaires

Hourly rates

Zone I Zone II Zone III Zone IV

Mécaniciens en fer et bronze ornemental—Ornamental iron and bronze mechanics:

Compagnons—Journeymen 0.75 0.70 0.65 0.60
Ajusteurs—Fitters 0.65 0.60 0.55 0.50

Gratteurs, polisseurs et sableurs de planchers, à la main ou à la machine—Floor scrapers, polishers and sanders, by hand or with machine 0.70 0.65 0.60 0.55

Gardiens sur chantier (nuit ou jour), maximum 72 heures par semaine—Job watchmen (night or day), a maximum of 72 hours per week 0.40 0.40 0.40 0.40

Pour les catégories de mécaniciens en tuyauterie et de ferblantiers-couvreurs, les compagnons juniors devront être limités à un (1) par cinq (5) compagnons seniors.

Dans les cas où les opérations de gratteurs, polisseurs et sableurs de planchers à la main ou à la machine seront exécutées par un menuisier qualifié, ce dernier devra recevoir le salaire établi pour sa catégorie dans le présent décret.

Les taux de salaires mentionnés dans le présent décret comprennent les taux basiques déterminés par le Conseil régional du Travail en temps de guerre en date du 22 décembre 1943 et ratifiés par le Conseil National du Travail le 13 avril 1944, plus l'indemnité de vie chère équivalente à 0.05 l'heure décrétée antérieurement par le Conseil régional du Travail en temps de guerre.

Toutefois, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux minima établis par le présent décret.

2°. Que le paragraphe "i" de l'article IV-A soit remplacé par le suivant:

"i.—Toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, nécessitant l'érection (ou fabrication) de fer structural, de réservoir et autres travaux avec métal laminé et l'installation de bouilloires et réservoirs portatifs, sera rémunérée au taux horaire minimum de un dollar (\$1.00).

Toute démolition ou démontage de fer structural et de métal laminé sera rémunérée au même taux que l'érection.

Toutefois, l'installation de réservoirs et bouilloires portatives de moins de deux tonnes sera considérée comme du travail de gréage et rémunérée au taux horaire minimum de soixante-dix (70) cents.

Il peut y avoir un apprenti par sept (7) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier, ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à sept."

3°. Que le paragraphe "iv" de l'article IV-A soit remplacé par le suivant:

"iv.—Taux de salaires:—Les taux de salaires minima seront les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires	Trades	Hourly rates
Peintres (fer structural).....	\$ 0.85	Painters (structural iron).....	\$ 0.85
Erecteurs—fer structural (toutes catégories).....	1.00	Structural iron erectors (all categories)...	1.00
Chaudronniers (boiler makers), érecteurs, y compris mécaniciens de machines génératrices à vapeur.....	1.00	Boiler makers, erectors and including steam generator mechanics.....	1.00
Aides.....	0.75	Helpers.....	0.75

4°. Que le paragraphe "j" de l'article IX soit remplacé par le suivant:

For the following categories: pipe mechanic and tinsmith-roofer, there shall be but one (1) junior journeyman to each five (5) senior journeymen.

In cases where a skilled joiner shall perform the operations of floor scrapers, polishers and sanders by hand or machine, he shall receive the wage rate established in the present decree for his category.

The wage rates herein mentioned include the basic rates determined by the Regional War Labour Board on December 22, 1943, and ratified by the National Labour Board on April 13, 1944, plus the cost of living bonus equivalent to \$0.05 per hour previously enacted by the Regional War Labour Board.

However, from February 15, 1944, the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the actual wages paid to each one of his employees, even if such wages be higher than the minima determined in the present decree."

2°. That subsection "i" of section IV-A be replaced by the following:

"i.—All operations performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank and other plate work and the installation of portable boilers and tanks shall be remunerated at a wage rate of not less than one dollar (\$1.00) per hour.

The demolition or dismantling of structural steel and plate work shall bear the same rate as the erection thereof.

However, the installation of portable tanks and boilers under two tons in weight is to be considered in the "rigging" class and remunerated at a wage rate of not less than seventy (70) cents per hour.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every seven (7) structural iron workers employed on any job, or one apprentice when the number of structural iron workers employed is less than seven."

3°. That subsection "iv" of section IV-A be replaced by the following:

"iv.—Wage rates:—The minimum wage rates shall be the following for each of the trades hereinafter mentioned:

Métiers	Salaires horaires	Trades	Hourly rates
Peintres (fer structural).....	\$ 0.85	Painters (structural iron).....	\$ 0.85
Erecteurs—fer structural (toutes catégories).....	1.00	Structural iron erectors (all categories)...	1.00
Chaudronniers (boiler makers), érecteurs, y compris mécaniciens de machines génératrices à vapeur.....	1.00	Boiler makers, erectors and including steam generator mechanics.....	1.00
Aides.....	0.75	Helpers.....	0.75

4°. That subsection "j" of section IX be replaced by the following:

"j.—Taux de salaires des apprentis:—Le taux horaire minimum des salaires des apprentis ci-après énumérés sera le suivant:

"j.—Wage rates of apprentices:—The hourly wage rates of apprentices hereinafter mentioned shall be the following:

Métiers—Trades	Salaires horaires—Hourly rates			
	1 ^e année 1st year	2 ^e année 2nd year	3 ^e année 3rd year	4 ^e année 4th year
Plâtriers, briqueteurs et maçons—Plasterers, bricklayers and masons.....	\$0.35	0.50	0.65	....
Charpentiers-menuisiers—Carpenters-joiners.....	0.30	0.35	0.40	....
Peintres—Painters.....	0.30	0.35	0.40	....
Poseurs de tuile, marbre, terrazzo et cimentiers—Tile, marble and terrazzo setters, cement layers.....	0.30	0.35	0.40	....
Mécaniciens en tuyauterie (plombiers, poseurs d'appareils de chauffage et de réfrigération)—Plumbers and steamfitters, refrigerator mechanics.....	0.30	0.35	0.40	0.45
Électriciens—Electricians.....	0.30	0.35	0.40	0.45
Ferblantiers-couvreurs—Tinsmiths-roofers.....	0.30	0.35	0.40	0.45
Mécaniciens en fer et bronze ornemental—Ornamental iron and bronze mechanics.....	0.30	0.35	0.40	0.50"

5°. Que les alinéas 1 et 2 du paragraphe "a" de l'article XI soient remplacés par les suivants:

"1.—Dans la zone I, le salaire minimum des hommes de métier sera de \$30.00 par semaine; celui des journaliers (ouvriers non-qualifiés) sera de \$23.00 par semaine.

2.—En dehors de la zone I, les hommes de métier doivent recevoir \$25.00 par semaine et les journaliers (ouvriers non-qualifiés) \$21.00 par semaine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 20 mai 1944. 6320-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire de l'industrie du bâtiment de l'Abitibi lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1132, du 9 mai 1941, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les villes de Val d'Or et d'Amos:

1°. Que l'article III soit remplacé par le suivant:

"III.—Taux minima de salaires:—Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Taux horaires
Briqueteurs.....	\$ 0.80
Poseurs de blocs de ciment.....	0.80
Charpentiers, menuisiers et mécaniciens (millwrights) dans la construction (y compris les opérations suivantes): formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents, châssis, (bois ou métal), fenêtres, divisions en acier, ameublement de restaurants, comptoirs et tablettes (qu'ils soient fixes ou mobiles).....	0.60
Électriciens.....	0.70
Peintres.....	0.60
Opérateurs de grue et monte-charge....	0.60
Opérateurs de malaxeurs à vapeur.....	0.60
Opérateurs de malaxeurs à gazoline.....	0.60
Opérateurs de compresseurs.....	0.60

5°. That paragraphs 1 and 2 of subsection "a" of section XI be replaced by the following:

"1.—In Zone I, qualified workmen shall receive a minimum of \$30.00 per week; non-qualified workmen (labourers), \$23.00 per week.

2.—Outside Zone I, qualified workmen shall receive \$25.00 per week; non-qualified workmen (labourers), \$21.00 per week."

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 20, 1944. 6320-o

NOTICE OF AMENDMENTS

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Building Trade Parity Committee of Abitibi has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 1132, of May 9, 1941, and amendments, relating to the building trades in the Town of Val d'Or and Amos:

1°. That section III be replaced by the following:

"III.—Minimum rates of wages:—The minimum wage rates shall be the following in the trades mentioned in the following schedule:

Trades	Hourly rates
Bricklayers.....	\$ 0.80
Cement block layers.....	0.80
Carpenters, joiners and millwrights in construction, including the following operations: concrete forms (shop or job), erection of screens, wooden or metal sashes, windows, steel partitions restaurant furniture, counters and shelves (whether fixed or moveable).....	0.60
Electricians.....	0.70
Painters.....	0.60
Operators hoist and crane operators.....	0.60
Operators (steam-driven mixers).....	0.60
Operators (gasoline-driver mixers).....	0.60
Operators (compressors).....	0.60

Métiers	Taux horaires	Trades	Hourly rates
Chauffeurs de camions.....	0.55	Truck drivers.....	0.55
Journaliers (ouvriers non qualifiés).....	0.45	Labourers (unskilled workers).....	0.45
Poseurs de terrazzo:		Terrazzo layers:	
Compagnons.....	0.90	Journeymen.....	0.90
Aides.....	0.50	Helpers.....	0.50
Plâtriers:		Plasterers:	
Compagnons.....	0.90	Journeymen.....	0.90
Aides.....	0.50	Helpers.....	0.50
Plombiers, poseurs d'appareils de chauffage.....	0.85	Plumbers, steamfitters.....	0.85
Gardiens permanents.....	0.40	Permanent watchmen.....	0.40
Charretiers, conducteurs d'attelage:		Carters, horse drivers:	
Simple.....	0.45	Single.....	0.45
Double.....	0.50	Double.....	0.50
Vérificateur du matériel et pointeurs (sans limite de la durée journalière du travail).....	\$24.60 par semaine	Material checkers and time-keepers (without daily limitation as to hours of work).....	\$24.60 per week
Surveillants (sans limite de la durée journalière du travail).....	\$22.80 "	Watchmen (without daily limitation as to hours of work).....	\$22.80 "
Hommes de cour (sans limite de la durée journalière du travail).....	\$22.80 "	Yardmen (without daily limitation as to hours of work).....	\$22.80 "

La présente cécule comprend les taux de salaires basiques établis par les parties contractantes plus le boni de vie chère équivalent à 0.05 l'heure ou \$2.40 par semaine décrété par le Conseil National du Travail.

Cependant, conformément aux dispositions de l'arrêté C.P. 9384, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur au minima établis par le présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 20 mai, 1944. 6321-0

The present schedule includes the basic wage rates determined by the contracting parties plus the cost of living bonus equivalent to \$0.05 per hour or to \$2.40 per week enacted by the National Labour Board.

However, pursuant to the provisions of Order P.C. 9384, from February 15, 1944, the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the actual wages paid to every one of his employees, even if such wages be higher than the minima determined by the present decree."

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 20, 1944. 6321-0

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par monsieur Joseph Morin, notaire, demeurant et pratiquant à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi; par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me J.-Albert Desjardins, en son vivant notaire de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 16 mai 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6327-20-5-0 JEAN BRUCHESI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Morin, notary, residing and practising at Val d'Or, judicial district of Abitibi, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me J. Albert Desjardins, in his lifetime notary of Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Quebec, May 16th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province. 6327-20-5

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the

exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 4 mai 1944.

M. Paul Fortier, ingénieur forestier, St-Jovite (Station), comté de Terrebonne: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Georges-Étienne Bazin, marchand, St-Louis de Blanford, comté d'Arthabaska: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Mario Brousseau, trésorier de la ville de Lauzon, 11 rue Caron, Lauzon, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Wilfrid Poulin, gérant de banque à Drummondville: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Alphonse Garneau, employé civil du gouvernement de la province de Québec à Percé: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Allan MacPhee, maître de poste, d'Avoca, comté d'Argenteuil: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 10 mai 1944.

M. Victor Chabot, avocat et Conseil en loi du Roi, de St-Hyacinthe: magistrat de district pour le district de St-Hyacinthe et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province, et ce, à compter du 15 mai 1944.
6326-o

Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, May 4th, 1944.

Mr. Paul Fortier, forestry engineer, St-Jovite (Station), county of Terrebonne: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Georges-Étienne Bazin, merchant, St-Louis de Blandford, county of Arthabaska: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Mario Brousseau, treasurer of the Town of Lauzon, 11 Caron street, Lauzon, P.Q.: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Wilfrid Poulin, bank manager at Drummondville: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Alphonse Garneau, civil employee of the Government of the Province of Quebec at Percé: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Allan MacPhee, Post-Master, of Avoca, County of Argenteuil: to be Justice of the Peace to receive the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne, according to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, Chapter 15).

Quebec, May 10th, 1944.

Mr. Victor Chabot, advocate and King's Counsel, of St-Hyacinthe: to be District Magistrate for the district of St-Hyacinthe and with, moreover, concurrent jurisdiction with the other district magistrates throughout the whole Province, and such, as from the 15th of May, 1944.
6326

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 7898. Gwynneth Wilson, demanderesse; vs Harvey A. Wilson & Al, défendeurs; & Georges F. Calder & Al, mis-en-cause.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Terrebonne, siégeant à Saint-Jérôme, le 27 avril 1944, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit:

"Un certain emplacement comme formant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Chatham sous le numéro huit cent quinze dudit Canton (Pt 815); borné au sud par la rue Concession, ouest par une rue ou ruelle maintenant ouverte sur le lot 815, à l'est et au nord par la propriété

Sales by Licitiation

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 7898. Gwynneth Wilson, plaintiff; vs Harvey A. Wilson & Al, defendants; & Georges F. Calder & Al, mis-en-cause.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Terrebonne, sitting at St-Jérôme, the 27th of April, 1944, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows:

A certain emplacement forming part of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Chatham under number eight hundred and fifteen of the said township (Pt. 815); bounded on the South by Concession street, on the West by a street or lane now opened on lot 815,

appartenant à Johnny Seary mesurant trente cinq (35') de large par cent quinze pieds (115') de profondeur. Tel que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives y attachées."

Que l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le SEIZE JUIN 1944, Cour tenante dans la salle d'audience du palais de justice de Saint-Jérôme dans le district de Terrebonne, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le Cahier des Charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jérôme, ce 6 avril 1944.

Le Procureur de la demanderesse,
6257-19-2 GEORGES- H. HÉON.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 223643.

Demoiselle Alice Lemay dit Delorme, demanderesse; vs Dame Polixène *alias* Polixine *alias* Paulixine Lemay dit Delorme *et al.*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, le 26ième jour d'avril 1944, dans une cause dans laquelle Demoiselle Alice Lemay dit Delorme, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, est demanderesse et Dame Polixène *alias* Polixine *alias* Paulixine Lemay dit Delorme, épouse commune en biens de Eugène Paré, menuisier, des cité et district de Montréal et ledit Eugène Paré, du même lieu, tant personnellement comme chef de la communauté et que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Albertine Lemay dit Delorme, de la cité de Lachine, district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, Dame Flore Lemay dit Delorme, de la cité de Lachine, district de Montréal, épouse commune en biens de Eloi Brouillette, gérant d'hôtel du même lieu et ledit Eloi Brouillette du même lieu, tant personnellement comme chef de la communauté et que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

"A" Un emplacement ayant front sur la rue George V en la cité de Lachine, connu et désigné, comme étant le lot numéro deux cent cinq de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent seize (916-205) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine avec toutes les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 29, 29a, 31 et 31a de ladite rue."

"B" Un emplacement ayant front sur la quatrième (4ième) avenue en la cité de Lachine, composé des lots numéros deux cent cinquante-sept et deux cent cinquante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept cent cinquante-trois (753-257 et 258) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, sans bâtisses, tel que le tout se trouve présentement avec droits et servitudes s'y rattachant, sans

on the East and North by the property belonging to Johnny Seary, measuring thirty-five feet (35') in width by one hundred and fifteen feet (115') in depth. As the whole presently subsists with the active and passive servitudes attached thereto.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on JUNE SIXTEENTH, 1944, sitting the Court in the Court Room of the Court House of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited they shall be foreclosed from so doing.

Saint-Jérôme, April 6th, 1944.

GEORGES H. HÉON,
6257-19-2 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 223643.

Miss Alice Lemay dit Delorme, plaintiff; vs Dame Polixène *alias* Polixine *alias* Paulixine Lemay dit Delorme *et al.*, defendants.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, on the 26th day of April 1944, in a cause wherein Miss Alice Lemay dit Delorme, spinster, of the city and district of Montreal, is plaintiff and Dame Polixène *alias* Polixine *alias* Paulixine Lemay dit Delorme, wife common as to property of Eugène Paré, carpenter, of the city and district of Montreal and the said Eugène Paré, of the same place, personally as head of the community and to authorize his wife to these presents, Albertine Lemay dit Delorme, of the City of Lachine, district of Montreal, spinster, Dame Flore Lemay dit Delorme, of the city of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Eloi Brouillette, Hotel manager of the same place and the said Eloi Brouillette, of the same place, personally as head of the community and to authorize his wife to these presents, are defendants, ordering the licitation of the immoveables designed as follows:

"A" An emplacement fronting on George V street, in the city of Lachine, known and designated as being lot number two hundred and five of the official subdivision of lot number nine hundred and sixteen (916-205) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine with all the buildings thereon erected and bearing civic numbers 29, 29a, 31 and 31a of the said street.

"B" An emplacement fronting on fourth (4th) avenue in the city of Lachine, composed of lots numbers two hundred fifty-seven and two hundred fifty-eight of the official subdivision of original lot number seven hundred fifty-three (753-257 and 258) on the official plan and book of reference of the town of Lachine, without buildings, as the whole now is presently with all the rights and servitudes thereto belonging, without

aucune exception ni réserve, avec droit de se servir des ruelles adjacentes audit emplacement."

Les immeubles mentionnés au paragraphe "B" seront vendus en bloc, suivant jugement du 2 mai 1944.

Un dépôt de \$1200.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe "A" et un dépôt de \$25.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe "B" devront être faits par tout enchérisseur pour que soient reçus son offre et son enchère sur l'un ou l'autre desdits immeubles.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGTIÈME jour de JUIN 1944 à DIX heures et TRENTE du matin, Cof tenant, dans la salle d'audience du Palais de Justice à Montréal, chambre 31, ou dans toute autre chambre que l'Honorable Juge désignera, sujets aux charges, clauses, conditions indiquées au cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, ce 27 avril 1944.

Les procureurs de la demanderesse,
6256-19-2-o SYLVESTRE ET PELLETIER.

any exception or reserve with the right to use the adjacent lanes to the said emplacement."

The immoveables described in paragraph "B" shall be sold "En Bloc" following a judgment rendered on May 2 1944.

A deposit of \$1200.00 concerning the immovable designated in paragraph "A" and a deposit of \$25.00 concerning the immovable designated in paragraph "B" shall be made by any bidder in order that his bid and offer be received as to the said immoveables.

The above described immoveables shall be offered at public auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTIETH day of JUNE 1944 at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court room No. 31 of the Court House in Montreal, or in any other room the Honourable Judge may designate, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, April 27th, 1944.

SYLVESTRE AND PELLETIER,
6256-19-2-o Attorneys for Plaintiff.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Saint-Jean, à savoir: } BANQUE CANADIEN-
N° A102018 } NE NATIONALE,
corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; et PIERRE TRAHAN, bourgeois, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, créancier-subrogé en vertu d'une quittance et subrogation en date du 13 juillet 1934, et produite avec le présent fiat, confirmée par une autre quittance et subrogation datée du 28 décembre 1939, aussi produite avec le présent fiat, créancier-subrogé; vs SEVERIN MATTE, de Sainte-Thérèse de Blainville, ERNEST CHARTRAND, de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, ANASTASE PIGEON, de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, HERCULE MORIN, cultivateur de Napierville, JOSEPH PALIN, de Saint-Valentin, PIERRE TRAHAN, de Saint-Jean, tous de la Province de Québec, défendeurs.

1. Les droits immobiliers suivants dudit Joseph Palin savoir:

Le droit de réméré et tous autres droits et recours s'y rattachant, résultant en faveur dudit Joseph Palin d'une vente à réméré faite par ledit Joseph Palin à Joseph Girard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, reçue le 24 novembre 1937 par le notaire Lionel Desmarais, et enregistré au bureau d'enregistrement de Saint-Jean, le 30 novembre 1937, sous le nu-

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Saint-Jean, to wit: } BANQUE CANADIEN-
No. A102018 } NE NATIONALE,
body legally constituted, having its principal place of business in the city and the district of Montreal, plaintiff; and PIERRE TRAHAN, burgher, of the town of Saint-Jean, district of Iberville, subrogate-creditor in virtue of a receipt and subrogation dated July 13th 1934, and produced with the present fiat, confirmed by another receipt and subrogation dated on the 28th of December 1939, also produced with the present fiat, subrogate-creditor; vs SEVERIN MATTE, of Sainte-Thérèse de Blainville, ERNEST CHARTRAND, of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, ANASTASE PIGEON, of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, HERCULE MORIN, farmer of Napierville, JOSEPH PALIN, of Saint-Valentin, PIERRE TRAHAN, Saint-Jean, all of the province of Québec, defendants.

1. The following immovable rights of said Joseph Palin to wit:

The right of redemption and all other rights and recourse attached to, arising in favor of the said Joseph Palin from a redemption sale done by the said Joseph Palin to Joseph Girard, farmer of the parish of Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, received on the 24th of November 1937, by Lionel Desmarais, notary, and registered at the registry office of Saint-Jean, on the 30th of November

méro 48256, et affectant l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé au village de Saint-Valentin contenant un quart d'arpent de largeur sur un arpent de profondeur, borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté ouest par le résidu dudit lot appartenant à monsieur Frédéric Poulin, et du côté est par monsieur Joseph Langlois, avec maison et autres bâtisses y érigées, et connu comme faisant partie du lot numéro trois cent treize du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Valentin.

2. L'immeuble suivant, en la possession de Joseph Palin, comme propriétaire, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean, connue et désignée comme étant les lots numéros trois cent deux, trois cent trois, trois cent quatre aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Valentin, avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Valentin, le VINGTIÈME jour de JUIN 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ADÉLARD FORGET.

Bureau du shérif,
Saint-Jean, le 16 mai, 1944. 6318-20-2-o
[Première publication, le 20 mai 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } LA SOCIÉTÉ DES AR-
N° 224379 } TISANS CANA-
DIENS-FRANÇAIS, demanderesse; vs DAME
MARIE-ANNE DESMARAIS, veuve de Louis
Joseph Gauthier, défenderesse.

Un certain emplacement situé en la cité de Westmount, ayant front sur l'avenue Renfrew, mesurant trente-quatre pieds de front par cent trois pieds et deux pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et composé de (A) Le lot N° un de la résubdivision officielle du lot N° deux cent quatre-vingt-deux de la subdivision officielle du lot N° deux cent trente-sept (237-282-1) du cadastre officiel de la paroisse de Montréal, mesurant trente-trois pieds de front par cent trente-trois pieds et deux pouces de profondeur, mesure anglaise.

(B) Le lot N° un de la résubdivision officielle du lot N° deux cent quatre-vingt-trois de la subdivision officielle du lot N° deux cent trente-sept (237-283-1) du cadastre officiel de la paroisse de Montréal mesurant un pied de front par cent trois pieds et deux pouces de profondeur, le tout mesure anglaise: avec les bâtisses érigées sur lesdits lots.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. P. CAISSE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 17 mai 1944. 6328-20-2-o
[Première publication, 20 mai 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
225803 } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA, demanderesse; vs DAME
JENNIE HARRIET PELTON, veuve de feu
Joseph Hueston et al, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Dunlop, en la cité d'Outremont, connu comme

1937, under number 48256, and affecting the following immovable, to wit:

An emplacement situate at the village of Saint-Valentin, of an area of one quarter of an arpent in width by one arpent in depth, bounded in front by the public road, in depth and on west side by the rest of said lot belonging to Frédéric Poulin, and on east side by Joseph Langlois, with an house and other buildings upon erected, and known as being part of lot number three hundred and thirteen of the official cadastre of the said parish of Saint-Valentin.

2. The following immovable, in the possession of Joseph Palin, as proprietor, to wit:

A farm situate in the parish of Saint-Valentin, county of Saint-Jean, known and designated as being the lots numbers three hundred and two, three hundred and three, three hundred and four at the plan and book of official reference of the said parish of Saint-Valentin, with house and other buildings upon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Valentin on the TWENTIETH day of JUNE, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jean, May 16th, 1944. 6318-20-2-o
[First publication, May 20th, 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } LA SOCIÉTÉ DES AR-
No. 224379 } TISANS CANA-
DIENS-FRANÇAIS, plaintiff; vs DAME MA-
RIE ANNE DESMARAIS, widow of Louis
Joseph Gauthier, defendant.

A certain emplacement situate in the City of Westmount, fronting on Renfrew avenue, measuring thirty-four feet in front by one hundred and three feet and two inches in depth, English measure, more or less and composed of (A) Lot number one of the official resubdivision of lot number two hundred and eighty-two of the official subdivision of lot number two hundred and thirty-seven (237-282-1) of the official cadastre for the parish of Montreal, measuring thirty-three feet in front by one hundred and three feet and two inches in depth, English measure.

(B) Lot number one of the official resubdivision of lot number two hundred and eighty-three of the official subdivision of lot number two hundred and thirty-seven (237-283-1) of the official cadastre for the parish of Montreal, measuring one foot in front by one hundred and three feet and two inches in depth, the whole English measure—with the buildings erected on the said lots.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 17th, 1944. 6328-20-2
[First publication, May 20th, 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL
225803 } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA, Plaintiff; vs DAME
JENNIE HARRIET PELTON widow of the
late Joseph Hueston et al, Defendants.

An emplacement fronting on Dunlop Avenue in the City of Outremont known as subdivision

étant la subdivision cent trente-quatre du lot numéro quarante-quatre (44-134) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ledit emplacement mesurant quarante-deux pieds de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur et ayant une superficie de cinq mille deux cent cinquante (5,250) pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée portant les numéros civiques 928 et 930 avenue Dunlop.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,006.30 sera exigé de tout offrand et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Casgrain en date du 15 mai 1944.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Montréal, le 16 mai 1944. L. P. CAISSE.
[Première publication, 20 mai 1944] 6330-20-2

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias De Terris

Cour de Magistrat de District.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières. N° 16,716.

DANS une cause dans laquelle: TÉLESPHORE PROVENCHER, cultivateur, de la paroisse de Gentilly, district de Nicolet, était Demandeur; vs JANE ALIAS JEANNE JOYAL, femme majeure, de la ville de Barton, dans l'état de Vermont, l'un des États-Unis de l'Amérique du Nord, veuve de Gédéon Boisvert, en son vivant journalier, du même endroit, et JESSIE JOYAL, femme majeure, de la paroisse de North Stukely, district de Bedford, épouse de Louis Fleurent, commune en biens, journalier, du même endroit et ce dernier du même lieu, mis-en-cause à toutes fins. Défenderesses; Ledit TÉLESPHORE PROVENCHER, Demandeur; Ladite JANE ALIAS JEANNE JOYAL, Défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse Dame Jane alias Jeanne Joyal, savoir: Un terrain-emplacement situé dans le village de Gentilly, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro quatre-vingt-cinq (P.85), du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet pour la paroisse de Gentilly, contenant quarante-cinq pieds, mesure anglaise, environ, de largeur, sur environ un arpent et deux perches de longueur, borné en front par la route de l'Église, et se terminant en profondeur au N° 86 du cadastre, joignant au Nord à une décharge et de l'autre côté vers le sud à l'emplacement d'Albert Poliquin, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, comté de Nicolet, le VINGTIÈME jour de JUIN, mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, le 16 mai 1944. L.-P. MERCIER.
[Première publication, 20 mai 1944] 6329-20-2-o

one hundred and thirty-four of lot number forty-four (44-134) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring the said emplacement forty-two feet in width by one hundred and twenty-five feet in depth and having an area of five thousand two hundred and fifty (5,250) square feet english measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic Nos. 928 and 930 Dunlop Avenue.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,006.30 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Honourable Mr. Justice Casgrain, dated May 15th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, May 16th, 1944. Sheriff.
[First publication, May 20th, 1944] 6330-20-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias De Terris

District Magistrate's Court

Canada, Province de Québec, District of Trois-Rivières. No. 16,716.

IN a case wherein: TÉLESPHORE PROVENCHER, farmer, of the parish of Gentilly, district of Nicolet, was plaintiff; vs JANE ALIAS JEANNE JOYAL, woman of the age of majority, of the town of Barton, in the State of Vermont, one of the United States of North America, widow of Gédéon Boisvert, in his lifetime a laborer of the same place, and JESSIE JOYAL, woman of the age of majority, of the parish of North Stukely, district of Bedford, wife of Louis Fleurent, common as to property, laborer, of the same place and the latter of the same place, mis-en-cause for all purposes, defendants; the said TÉLESPHORE PROVENCHER, plaintiff; the said JANE ALIAS JEANNE JOYAL, defendant.

As belonging to the said defendant Dame Jane alias Jeanne Joyal, to wit: a lot of land or emplacement situate in the village of Gentilly, known and designated as forming part of the lot of land number eighty-five (Pt.85) of the official cadastre for the County of Nicolet for the Parish of Gentilly, measuring about forty-five feet, English measure, in width, by about one arpent and two perches in length, bounded in front by the Church road, and ending in depth at No. 86 of the cadastre, adjoining on the North a discharge, and on the other side towards the South the emplacement of Albert Poliquin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the Parish of Gentilly, county of Nicolet, on the TWENTIETH day of JUNE, one thousand nine hundred and forty-four, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, May 16th, 1944. Sheriff.
[First publication, May 20th, 1944] 6329-20-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 20

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Beaucage vs St. Germain..... 1161
Charland vs Ouimet..... 1161

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beaucage vs St. Germain..... 1161
Charland vs Ouimet..... 1161

Piquette vs Lessard.....	1161	Piquette vs Lessard.....	1161
Turpin vs Bruyère.....	1161	Turpin vs Bruyère.....	1161
ARRÊTÉS EN CONSEIL:		ORDERS IN COUNCIL:	
1618—Concernant la création d'une réserve de chasse sous le nom de "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe"....	1160	1618—Concerning the creation of a hunting reserve under the name of "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".....	1160
1658—Commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec et Lévis et dans les villes de Québec-Ouest et Lauzon.....	1154	1658—Food products retail trade in the cities of Quebec and Lévis and in the towns of Quebec-West and Lauzon... ..	1154
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1137	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1137
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 3 (Formation).....	1161	Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 3 (Formation).....	1161
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 44 (Formation).....	1161	Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 44 (Formation).....	1161
Chandler, village de (Tirage d'obligations).....	1162	Chandler, village of (Drawing of bonds).....	1162
Commission scolaire de St-Camille (Tirage d'obligations).....	1163	School Commission of St-Camille (Drawing of bonds).....	1163
St-Camille-de-Lellis, paroisse (Tirage d'obligations).....	1163	St-Camille-de-Lellis, parish (Drawing of bonds).....	1163
Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean (Rachat d'obligations).....	1162	Trustees of the parish of Saint-Jérôme of Lake Saint John (Redemption of bonds).....	1162
Union des Employés de la Teinture de Drummondville (Formation).....	1163	Union des Employés de la Teinture de Drummondville (Formation).....	1163
DÉPARTEMENTS—Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse de la Gatineau.....	1163	Cercle agricole de la paroisse de Ste-Thérèse de la Gatineau.....	1163
Société Coopérative Agricole de St-Sébastien.....	1163	Société Coopérative Agricole de St-Sébastien.....	1163
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Leeds-Est, munic. scolaire.....	1165	Leeds-East, school munic.....	1165
Leeds, munic. scolaire.....	1164	Leeds, school munic.....	1164
Saints-Martyrs-Canadiens, munic. scolaire.....	1164	Saint-Martyrs-Canadiens, school munic.....	1164
Ste-Félicité, munic. scolaire.....	1165	Ste-Félicité, school munic.....	1165
St-Jacques-de-Leeds, munic. scol.....	1164	St-Jacques-de-Leeds, school munic.....	1164
St-Jérôme, munic. scolaire de la paroisse.....	1165	St-Jérôme, school munic. of the parish.....	1165
TRAVAIL:		LABOUR:	
Industrie de la construction de Québec (Modification).....	1167	Construction industry of Quebec (Modification).....	1167
Industrie du bâtiment de l'Abitibi (Modification).....	1169	Building trade of Abitibi (Modification).....	1169
Industrie du fer et bronze ornemental (Prélèvement).....	1165	Ornamental iron and bronze industry (Levy).....	1165
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Calder Construction Company Inc.....	1138	Calder Construction Company Inc.....	1138
Cameo Builders Supply Ltd.....	1139	Cameo Builders Supply Ltd.....	1139
Carole Anne Sportswear Inc.....	1139	Carole Anne Sportswear Inc.....	1139
Club Social des Travailleurs Inc.....	1139	Club Social des Travailleurs Inc.....	1139
Compoflor Company, Ltd.....	1140	Compoflor Company, Ltd.....	1140
Comptoir d'Exportation Haïti—Québec Limitée.....	1141	Comptoir d'Exportation Haïti—Québec Limitée.....	1141
Croinor Pershing Mines Limited.....	1141	Croinor Pershing Mines Limited.....	1141
Diamond Watch Co.....	1142	Diamond Watch Co.....	1142
Émile Lanthier Limited.....	1142	Émile Lanthier Limited.....	1142
Fédération des Oeuvres de Charité de Hull—Federated Charities of Hull.....	1143	Federated Charities of Hull—Fédération des Oeuvres de Charité de Hull.....	1143
Lad Inc.....	1144	Lad Inc.....	1144
Les Produits de Ciment Sherbrooke Limitée—The Sherbrooke Cement Products Limited.....	1144	The Sherbrooke Cement Products Limited—Les Produits de Ciment Sherbrooke Limitée.....	1144

Les Produits F. J. B. Limitée—F. J. B. Products Limited.....	1145	F. J. B. Products Limited—Les Produits F. J. B. Limitée.....	1145
Louis Gold Inc.....	1145	Louis Gold Inc.....	1145
Louvicourt Goldfield Corporation.....	1145	Louvicourt Goldfield Corporation.....	1145
MacWilliam Investment Inc.....	1146	MacWilliam Investment Inc.....	1146
Mica Products Limited.....	1146	Mica Products Limited.....	1146
Michael Kean Cie, Limitée—Michael Kean Co. Limited.....	1147	Michael Kean Co. Limited—Michael Kean Cie, Limitée.....	1147
Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited.....	1147	Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited.....	1147
Shulman Cartage Company.....	1148	Shulman Cartage Company.....	1148
The Chudnover Ladies' Society of Montreal, Inc.....	1148	The Chudnover Ladies' Society of Montreal, Inc.....	1148
The Kenogami Athletic and Playgrounds Association.....	1149	The Kenogami Athletic and Playgrounds Association.....	1149
Tiger Brand Cap Inc.....	1149	Tiger Brand Cap Inc.....	1149
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Toronto Jobbing Company Limited.....	1150	Toronto Jobbing Company Limited.....	1150
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Morin, Joseph.....	1170	Morin, Joseph.....	1170
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	1170	Miscellaneous.....	1170
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Delorme vs Delorme <i>et al.</i>	1172	Delorme vs Delorme <i>et al.</i>	1172
Wilson vs Wilson <i>et al.</i>	1171	Wilson vs Wilson <i>et al.</i>	1171
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Bégin, canton.....	1150	Bégin, township.....	1150
Québec-Ouest, ville de.....	1151	Quebec-West, town of.....	1151
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Iberville:</i>		<i>Iberville:</i>	
Banque Canadienne Nationale vs Matte <i>et al.</i>	1173	Banque Canadienne Nationale vs Matte <i>et al.</i>	1173
<i>Montréal:</i>		<i>Montréal:</i>	
La Société des Artisans Canadiens-Français vs Desmarais.....	1174	La Société des Artisans Canadiens-Français vs Desmarais.....	1174
The Prudential Insurance Company of America vs Pelton <i>et al.</i>	1174	The Prudential Insurance Company of America vs Pelton <i>et al.</i>	1174
<i>Trois-Rivières:</i>		<i>Trois-Rivières:</i>	
Provencher vs Joyal <i>et al.</i>	1175	Provencher vs Joyal <i>et al.</i>	1175
6335-o		6335-o	

